



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 mai 2023**



Table des matières

Mission inclusion.....	4
Ouverture officielle du nouveau service Un toit pour nous	5
Info-Dimanche – 23 mai 2023 – site web	5
Ouverture officielle au KRTB du nouveau service Un toit pour nous	7
Mon Témiscouata - 25 mai 2023 – site web	7
LE PLACOTEUX – 25 mai 2023 – site web.....	7
Champs d'action au Québec.....	8
Agriculture urbaine: une question sociale avant d'être économique	9
La Presse Canadienne (via Le Journal des Voisins) – 15 mai 2023 – site web.....	9
Pénurie de logements à Sept-Îles : une famille avec trois jeunes enfants à la rue	11
Radio-Canada – 17 mai 2023 – site web.....	11
Ni droit à l'amour, ni droit à l'entraide	13
Le Soleil – 17 mai 2023 – site web	13
Le Nouvelliste – 17 mai 2023 – site web	13
Le Quotidien – 17 mai 2023 – site web	13
La Tribune– 17 mai 2023 – site web.....	13
Le Droit – 17 mai 2023 – site web	13
La Voix de l'Est – 17 mai 2023 – site web	13
Un ex-itinérant offre « L'Abri » aux jeunes de la rue	16
Radio-Canada – 18 mai 2023 – site web.....	16
Les victimes pourront obtenir seules de l'aide pour leurs enfants	19
La Presse+ - 19 mai 2023 - p. ACTUALITÉS_16	19
La Presse – 18 mai 2023 – site web.....	19
Aider avant plutôt qu'après ?	21
L'ITINÉRAIRE (via La Presse) - 20 mai 2023 - p. L'ITINÉRAIRE_4	21
Une grande soif de contacts	23
Le Devoir – 20 mai 2023 - p. D2.....	23
Un regard rétrospectif et introspectif sur Mira	26
La Presse+ (La Presse) – 21 mai 2023 - p. SOCIÉTÉ_13.....	26
Explosion du nombre de demandeurs d'asile à Sherbrooke	28
Radio-Canada – 23 mai 2023 – site web.....	28
AU-DELÀ D'ÊTRE ASSIS L'UN À CÔTÉ DE L'AUTRE	31
Mouton Noir - 25 mai 2023 – site web	31
«Tous nos principaux indicateurs économiques du secteur agroalimentaire sont au vert» - André Lamontagne	32
L'Express de Drummondville – 26 mai 2023 – site web	32
La perte du ProAm serait « difficile à éponger » pour les organismes de la région de Québec	34
Le Soleil – 26 mai 2023 – site web	34



Une tunique créée pour les mères à La Nichée	36
Radio-Canada – 27 mai 2023 – site web.....	36
Les enfants ont désormais un accès universel à l'aide juridique	38
Métro - 28 mai 2023 – site web.....	38
Plus de 3,6 millions pour les personnes autistes sur le marché du travail	39
La Presse Canadienne (via Le Devoir) – 30 mai 2023 – p. B3	39
La Presse Canadienne (via L'Echo de Laval) – 30 mai 2023 – site web	39
La Presse Canadienne (via Groupe Capitale Médias) – 29 mai 2023 – site web	39
La Presse Canadienne (via Noovo Info) – 29 mai 2023 – site web.....	39
La Presse Canadienne (via La Presse) – 29 mai 2023 – site web.....	39
SAC-À-DONS : la campagne déjà lancée pour la rentrée 2023	42
Le Quotidien – 30 mai 2023 – site web	42
Champs d'action à l'international.....	43
L'AQANU-Granby au front pour «garder Haïti en vie »	44
Granby Express – 17 mai 2023 - p. 9	44
Plusieurs communautés au bord de la famine en Haïti	46
Alter Presse - 23 MAI 2023 – site web	46
Crise alimentaire : l'ONU sonne l'alerte en Haïti, au Sahel et au Soudan	49
La Tribune (avec AFP) – 29 mai 2023 – site web.....	49
La Libre (avec AFP) – 29 mai 2023 – site web.....	49
La faim risque de se propager dans 22 pays dans le monde, prévient l'ONU	50
Viv Afrik - 30 mai 2023 – site web.....	50
Nigeria: Iswap, source de l'insécurité alimentaire sur le bassin du lac Tchad [2/3]	53
RFI – 30 mai 2023 – site web	53
Nigeria: le camp de Muna, une réponse thérapeutique à la malnutrition infantile [3/3]	54
RFI – 31 mai 2023 – site web	54



Mission inclusion



Ouverture officielle du nouveau service Un toit pour nous

INFO-DIMANCHE – 23 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Marc-Antoine Paquin

<https://www.infodimanche.com/actualites/societe/487300/ouverture-officielle-du-nouveau-service-un-toit-pour-nous>

Rêvé depuis de nombreuses années, le nouveau service d'hébergement de l'organisme Trajectoires Hommes du KRTB, Un toit pour nous, est maintenant réalité. La campagne de financement, nécessaire à sa réalisation, a été un franc succès. Sous la présidence d'honneur de l'homme d'affaires Stéphane Duclos, l'objectif ambitieux de 1 000 000 \$ a été atteint et même dépassé.

Selon Luc Laforest, directeur de Trajectoires Hommes du KRTB, il est difficile d'établir avec exactitude la somme amassée. Plus de 940 000 \$ ont été récoltés en argent, mais plusieurs autres dizaines de milliers de dollars ont été amassés grâce à différentes contributions. Une chose est certaine : les gens d'affaires et diverses fondations ont été très généreux financièrement à l'endroit du projet et de la mission de l'organisme.

En conférence de presse, le mardi 23 mai, M. Laforest a soutenu avoir été impressionné et grandement touché par la réponse de la population en général. En effet, des dizaines de personnes, restaurants et commerces ont offert de la vaisselle, des couverts, de la literie, des rideaux, des serviettes, des jouets, et beaucoup plus, afin d'équiper les cinq appartements disponibles. Certains dons ont même dû être refusés.

Luc Laforest a également souligné l'implication d'une vingtaine de bénévoles tout au long du processus. Les efforts déployés ces derniers mois ont une valeur inestimable pour l'organisme. Le travail d'équipe a été primordial.

«C'est un grand jour», s'est réjoui Luc Laforest, qui a longtemps souhaité le développement de ce service avec l'ancien directeur de l'organisme, Serge Bélanger.

«C'est un rêve qui devient réalité. On est arrivés au bout du chemin et on est vraiment très heureux. On a hâte d'accueillir officiellement les hommes qui auront besoin d'un temps d'arrêt. Ça ne devrait pas être très long, puisque les demandes sont vraiment importantes.»

De son côté, Stéphane Duclos s'est dit fier de voir le projet se concrétiser. «Les organismes de proximité comme ça, c'est très important. Dans les périodes difficiles, il ne faut pas hésiter à demander de l'aide», a-t-il dit. «Je tiens à remercier tous les donateurs, collaborateurs et bénévoles qui ont cru à ce projet-là dès le départ. Merci mille fois à tous.»

Ces derniers mois, l'organisme a accueilli des hommes dans le cadre d'une période de rodage. Des ajustements ont été faits par la suite et les locaux seront maintenant officiellement disponibles.

UN TOIT POUR NOUS

Rappelons que Un toit pour nous est un service d'hébergement temporaire pour hommes et pères avec enfants qui prend forme au 148, rue Fraser. Les hommes seront accompagnés et soutenus à différents niveaux (psychologique, physique, maintien du lien parental avec leur enfant) ou dans



leurs activités (emploi, études, relations sociales ou familiales, relations de couple, etc.). Il s'agit d'une première au Bas-Saint-Laurent.

Les logements disponibles (deux logements 3 ½ et trois studios) leur permettront d'avoir un toit où ils pourront bénéficier d'un temps d'arrêt pour reprendre le contrôle de leur vie, contribuer à améliorer leur condition de vie et leur mieux-être. La collaboration avec les organismes du milieu est un élément important pour l'équipe afin d'éviter le dédoublement de services.

Luc Laforest a tenu à spécifier que ce n'est pas un service 24/7, ni un service de crise, mais un service d'hébergement temporaire. Ce service répond à des besoins et, par le fait même, prévient les situations à risque d'itinérance.

À preuve, plus de 20 % des hommes rencontrés au cours des dernières années auraient eu besoin d'hébergement, ce qui équivaut à presque 50 hommes. Depuis trois ans, le nombre de références reçues par Trajectoires Hommes du KRTB a augmenté de 102 %.

PARTENAIRES D'ENVERGURE

Parmi les nombreux donateurs, le projet a pu compter sur Desjardins comme partenaire principal. La coopérative de caisses populaires a pris l'initiative d'endosser son rôle d'alliée en s'associant à Un toit pour nous grâce à un don de 125 000 \$ sur une période de 5 ans. Cette collaboration est «très précieuse» pour Trajectoires Hommes du KRTB.

L'organisme a aussi tenu à mentionner la participation de Mission Inclusion en tant que Partenaire «Projets spéciaux». Mission Inclusion a accepté de financer le service Un toit pour nous avec un montant de 150 000 \$ sur 3 ans. Ce montant est spécifiquement remis afin de défrayer le salaire d'une intervenante qui est nommée coordonnatrice du service.

Notons que les travaux ont été effectués par Construction Béton 4 Saisons de Saint-Arsène. Luc Laforest a salué la contribution qui est allée au-delà des travaux et qui s'est manifestée par du temps et différents dons.

[Retour à la table des matières](#)



Ouverture officielle au KRTB du nouveau service Un toit pour nous

MON TÉMISCOUATA - 25 MAI 2023 – SITE WEB

LE PLACOTEUX – 25 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Guylain Jean

<https://montemiscouata.com/ouverture-officielle-au-krtb-du-nouveau-service-un-toit-pour-nous/>

<https://leplacoteux.com/ouverture-officielle-du-nouveau-service-un-toit-pour-nous/>

Le nouveau service d'hébergement de Trajectoires Hommes du KRTB, Un toit pour nous, est maintenant réalité à Rivière-du-Loup! En effet, la campagne de financement, sous la présidence d'honneur de M. Stéphane Duclos a été un franc succès. L'objectif de 1 000 000\$ a été atteint et même dépassé.

Luc Laforest, directeur de Trajectoires Hommes du KRTB, souligne qu'il est difficile de donner un chiffre exact. Les gens d'affaires et diverses fondations ont été très généreux financièrement face à notre projet et notre mission. De plus, Monsieur Laforest déclare qu'il a été impressionné et grandement touché par la réponse de la population en générale. En effet, plusieurs dizaines de personnes, restaurants et commerces ont offert de la vaisselle, des couverts, de la literie, des rideaux, des serviettes, des jouets, etc. afin d'équiper les 5 appartements. On souligne également l'implication d'une vingtaine de bénévoles tout au long du processus et que les efforts de ces derniers ont une valeur inestimable pour l'organisme.

Parmi les nombreux donateurs, on retrouve LE PARTENAIRE Desjardins, qui a pris l'initiative d'endosser son rôle d'alliée en s'associant à Un toit pour nous en donnant 125 000\$ sur une période de 5 ans. Cette collaboration est très précieuse pour Trajectoires Hommes du KRTB.

« Trajectoires Hommes du KRTB est sans contredit un levier d'impact pour les hommes dans le besoin. Si notre geste contribue à donner des moyens supplémentaires pour permettre aux hommes de faire ce premier pas si important vers une prise en main positive, nous serons très fiers d'y avoir contribué » mentionne M. Serge Ferrand, directeur général de Desjardins. Il faut également mentionner la participation de Mission Inclusion en tant que Partenaire « Projets spéciaux ». Mission Inclusion a accepté de financer le service Un toit pour nous pour un montant de 150 000\$ sur 3 ans. Ce montant est spécifiquement remis afin de défrayer le salaire d'une intervenante qui est nommée coordonnatrice du service.

Il est bon de rappeler qu'Un toit pour nous est un service d'hébergement temporaire pour hommes et pères avec enfants. Les hommes seront accompagnés et soutenus à différents niveaux (psychologique, physique, maintien du lien parental avec leur enfant ou dans leurs activités (emploi, études, relations sociales ou familiales, relations de couple, etc.). Ces logements leur permettront d'avoir un toit où ils pourront bénéficier d'un temps d'arrêt pour reprendre le contrôle de leur vie, contribuer à améliorer leur condition de vie et leur mieux-être. La collaboration avec les organismes du milieu est un élément important pour l'équipe afin d'éviter le dédoublement de services.

Enfin Monsieur Laforest tient à spécifier que ce n'est pas un service 24/7, ni un service de crise, mais un service d'hébergement temporaire. C'est une première au Bas-Saint-Laurent. Ce service répond à des besoins et, par le fait même, prévient les situations à risque d'itinérance. En complément, entrevue avec Luc Laforest, directeur de Trajectoires Hommes du KRTB.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Agriculture urbaine: une question sociale avant d'être économique

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE JOURNAL DES VOISINS) – 15 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Amine Essghir, Initiative de journalisme local

<https://journaldesvoisins.com/agriculture-urbaine-une-question-sociale-avant-detre-economique/>

Compter sur l'agriculture urbaine pour assurer la sécurité alimentaire dans une ville est une gageure, soutient le professeur Sylvain Charlebois, directeur du Laboratoire de recherche en sciences analytiques agroalimentaires de l'Université Dalhousie en Nouvelle-Écosse.

Même s'il est utile de la développer, ce serait difficile de voir les jardins urbains ou les serres sur les immeubles remplacer, à moyen terme, la production en plein champ.

« Il y a quand même un volet intéressant, c'est l'éducation. C'est vouloir se rapprocher de l'agriculture », convient le Pr Charlebois. Les gens apprennent ainsi comment on produit de la nourriture. « C'est assez important pour les citoyens. »

Or, une démarche volontariste, comme celle qu'on observe à Ahuntsic-Cartierville, pour assurer une part de l'alimentation des gens localement, ne serait donc pas un gage de succès, selon le chercheur. « Je pense que toute initiative alimentaire a ses mérites, mais la viabilité des projets dépend beaucoup du leadership local et de la viabilité financière des exploitations », soutient le professeur.

Même les arguments de la proximité et de l'origine du produit ne sont pas suffisants pour assurer le succès de cette approche. « Pour ce qui est du jardinage, c'est sûr que la provenance est importante, dit-il. Le prix demeure tout de même un enjeu déterminant. La viabilité du projet est un aspect assez critique pour le succès à long terme. »

Mobilité

Pour le Pr Charlebois, c'est finalement la manière d'habiter les villes qui handicape l'agriculture urbaine. « Les gens déménagent, bougent beaucoup. Pour l'instant, c'est sûr qu'on observe l'engouement pour l'autonomie alimentaire dans des secteurs résidentiels, en raison du prix des aliments notamment, mais les prix vont diminuer éventuellement », analyse-t-il.

Quand on parle de production à grande échelle, capable de fournir une alimentation à des prix concurrentiels en ville, il faudrait peut-être regarder du côté des banlieues, et encore.

« On pourrait miser sur des projets de fermes verticales, mais, rendus là, nous ne sommes plus dans l'agriculture urbaine », croit-il.

Une projection dans le temps, une vision à long terme sont indispensables pour voir mûrir des exploitations agricoles en ville.

« Il faut qu'il y ait des gens, un groupe de personnes qui s'intéressent vraiment, qui s'engagent à faire quelque chose comme cela. C'est sûr que ça peut fonctionner très bien, mais il faut de la stabilité. Il faut que les gens soient là pour longtemps », explique-t-il.



Le modèle à chercher est donc foncièrement économique et obéit à une logique de marché. « Ce n'est pas tout le monde qui est prêt à dédier le montant et le temps nécessaires pour que ça arrive », observe-t-il.

Les militants sont certainement utiles pour attirer l'attention des gens sur les limites du modèle de production alimentaire actuel, mais la conversion des milieux urbains en exploitations agricoles demande plus que de l'activisme. « Ça peut marcher si on a un plan d'affaires et des gens qui ont une vision d'entrepreneur », conclut Sylvain Charlebois.

Omble chevalier d'Ahuntsic

Un projet illustre peut-être cette approche. L'Omble chevalier, élevé par Opercule, une entreprise installée dans la Centrale agricole, arrive petit à petit dans les assiettes. D'abord livré à des restaurants, on le trouvait proposé à 49 \$ l'assiette chez Foxy et 19 \$ au Lawrence. Le prix, ici, dépend du menu du restaurateur et n'est pas révélateur de ce qui pourrait être offert au grand public.

Au marché IGA famille Duchemin, à Saint-Laurent, le kilo d'Omble chevalier d'Ahuntsic, poisson entier, était proposé à 32,25 \$, et les filets à 50,68 \$. Ces prix rejoignent ceux du même poisson vendu par la poissonnerie La mer, sur le boulevard René-Lévesque, non loin de Radio-Canada. L'Omble chevalier d'élevage proposé est produit, dans ce cas, par Raymar Aquaculture, située à New Richmond, au Québec, à 800 km de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



Pénurie de logements à Sept-Îles : une famille avec trois jeunes enfants à la rue

RADIO-CANADA – 17 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Laurence Vachon

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1980063/penurie-logement- eviction-tribunal-immigration>

Une famille de Sept-Îles s'est retrouvée sans logement lundi après la décision du Tribunal administratif du logement (TAL) de résilier son bail. Malgré l'aide d'un organisme de la région, les parents et leurs trois jeunes enfants n'ont pas réussi à trouver de nouveau toit.

Parfait Nganso est dans une impasse depuis la résiliation de son bail, le 3 mai dernier. Il a dû quitter son logement le 15.

On reçoit une décision le vendredi 12 et on doit sortir le lundi suivant, raconte-t-il. Est-ce que nous avons le temps pour trouver un appartement? Comment je fais avec ma famille, j'ai un bébé de deux mois, où est-ce que je le mets, lui?

Tout a débuté en novembre 2022, lorsque Parfait Nganso a remarqué l'apparition de coquerelles chez lui. Pendant les travaux de l'exterminateur, sa propriétaire a bloqué l'accès à la porte d'entrée et changé la serrure, l'accusant d'avoir introduit les insectes dans l'immeuble.

Dans les mois qui ont suivi, les deux parties sont passées deux fois devant le TAL. Une première fois, afin que le locataire puisse réintégrer son logement d'urgence, en décembre, puis en mars, afin d'évaluer la demande de résiliation du bail faite par la propriétaire en raison du problème de coquerelles.

La juge France Tremblay a déterminé que M. Nganso n'avait pas suffisamment collaboré avec la propriétaire de l'immeuble pour stopper l'infestation de coquerelles, notamment parce qu'il a planifié l'extermination sans avertir au préalable sa propriétaire, parce qu'il n'a pas préparé adéquatement son appartement en prévision de l'extermination, et parce qu'il n'a pas averti les propriétaires du logement où il a demeuré pendant les travaux d'extermination de sa situation.

Dans la décision, on peut lire que la preuve ne démontre pas clairement l'origine de l'infestation de coquerelles. Cependant le Tribunal juge que le locataire a contribué à la propagation de ces dernières. Elle a donc accepté la demande de résiliation.

Cette décision et son application à peine quelques jours plus tard ont grandement surpris M. Nganso, qui se retrouve à court de ressources. La juge dit qu'on n'a pas collaboré et le fait qu'on ait pris les devants dans l'histoire signifie qu'on a des choses à se reprocher, dénonce le locataire, qui se sent lésé.

Le père de famille estime avoir déboursé près de 20 000 \$ pour l'extermination et le processus judiciaire.

« Le juge aurait pu dire que, à la fin de votre bail, vous partez de l'appartement. Là, on aurait compris. On aurait eu du temps pour trouver un appartement, on aurait du temps pour avoir une solution. » — Une citation de Parfait Nganso

La propriétaire de l'immeuble n'a pas voulu accorder d'entrevue à Radio-Canada.



La résiliation, une mesure extrême

Selon le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), le cas de M. Nganso est rare, mais pas unique.

Surtout dans le contexte, il y a une rareté de logements, puis presque une absence totale de logements abordables, il faut que la résiliation de bail soit utilisée en dernier recours, explique le co-porte-parole du Regroupement, Cédric Dussault.

Le RCLALQ ajoute que les ressources d'hébergement d'urgence sont défectueuses au Québec et encore plus en région.

« Ce qui existe est concentré autour du 1er juillet, sauf qu'il faut comprendre qu'il y a des gens qui se retrouvent à la rue pour différentes raisons et qui se retrouvent à la rue toute l'année. »
— Une citation de Cédric Dussault, co-porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec

Un nouveau départ, mais où?

Avec sa femme et ses trois enfants, Parfait Nganso cherche maintenant à se reloger à Sept-Îles, une mission quasi impossible selon lui.

Lundi matin, tous leurs biens ont été entassés dans la voiture. Les trois enfants sont bien attachés dans leurs sièges, endormis. Parfait Nganso ignore encore où les petits dormiront ce soir-là.

Est-ce qu'il faut qu'on retourne à Montréal, chez des proches? Même s'il fallait retourner à Montréal, on est cinq. On va aller chez un ami qui a un 4 et demi pour vivre à cinq dans une chambre? Pensez-vous que ça se fait, ça? Et jusqu'à quand? s'indigne-t-il.

Des appels sans réponse

Parfait Nganso ajoute qu'il a publié des appels à l'aide sur les réseaux sociaux. Malgré un budget de 1000 \$ par mois pour un nouveau loyer, ses démarches se sont avérées inutiles pour l'instant.

Le préposé aux bénéficiaires estime que Sept-Îles manque cruellement d'organismes pour venir en aide aux locataires. Une position partagée par l'organisme Alpha Lira, qui travaille pour l'intégration des nouveaux arrivants à Sept-Îles.

L'organisme n'a pas accès à des logements. C'est difficile pour nous à ce moment-là de faire quelque chose de concret, explique la responsable des services aux immigrants au centre Alpha Lira, Hélène Lejeune.

On a essayé de faire un appel à la population, de faire vibrer la corde sensible chez les gens pour essayer de trouver une solution. On a eu quelques pistes qui ne se sont pas avérées, continue-t-elle.

Le père de famille espère récupérer le bail d'un ami qui déménage en juillet. D'ici là, les Nganso comptent sur la générosité de leur communauté ou devront se tourner vers un hôtel.

[Retour à la table des matières](#)



Ni droit à l'amour, ni droit à l'entraide

LE SOLEIL – 17 MAI 2023 – SITE WEB
LE NOUVELLISTE – 17 MAI 2023 – SITE WEB
LE QUOTIDIEN – 17 MAI 2023 – SITE WEB
LA TRIBUNE – 17 MAI 2023 – SITE WEB
LE DROIT – 17 MAI 2023 – SITE WEB
LA VOIX DE L'EST – 17 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Mylène Moisan

<https://www.lesoleil.com/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

<https://www.lenouvelliste.ca/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

<https://www.lequotidien.com/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

<https://www.latribune.ca/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

<https://www.ledroit.com/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

<https://www.lavoixdelest.ca/chroniques/mylene-moisan/2023/05/17/ni-droit-a-lamour-ni-droit-a-lentraide-XHJMGAREGVGB3IUY3KOW6BKPW4/>

Mélanie Ratté a grandi sur la ferme de ses parents, elle a appris très tôt à travailler, « n'était pas à jouer des jeux vidéo, mais dans le champ ». Elle a eu son premier boulot « vers 16, 17 ans », a toujours subvenu à ses besoins. Jusqu'à il y a six ans.

Jusqu'à il y a six ans.

Des problèmes de santé dont elle se serait bien passée ont mis sa vie professionnelle sur pause au point où elle a dû se tourner vers l'aide sociale. Elle était en couple, on lui a refusé, elle a dû retourner habiter chez sa mère, à la mi-trentaine, pour avoir un coup de pouce. Elle a pris du mieux, a décroché un boulot dans un organisme communautaire, les ennuis de santé sont revenus.

Rebelote, retour chez sa mère.

Elle aurait évidemment préféré aller rester avec son amoureux, mais, avec son emploi au salaire minimum, il aurait dû la faire vivre. Parce que dans la grille de calcul de l'aide sociale, si un des deux conjoints gagne plus que le chèque qu'on donne à un couple, il hérite d'une personne à charge. Pour l'aide de base, « ça équivaut à 22 heures au salaire minimum. Ça veut dire que les deux personnes devraient vivre avec ça. »

Alors Mélanie s'est trouvé un petit logement, qu'elle paye avec ses prestations, qui tiennent compte de ses contraintes sévères à l'emploi. « Si ce n'était pas de ça, on pourrait habiter ensemble, mais on lui dit " t'as juste à la faire vivre ». Alors on habite séparément depuis trois ans, on se voit pas trop souvent et on ne laisse pas de brosse à dents... »

Elle connaît d'autres gens dans cette même situation. « Je ne suis pas seule dans cette situation. Combien de personnes occupent des appartements alors qu'elles pourraient habiter avec quelqu'un? Avec la crise du logement, il me semble que ça pourrait en libérer et en rendre disponibles pour ceux qui en ont besoin. »



Plus absurde encore, elle et son chum ne pourraient même pas être des colocs, l'État ayant une définition très large du concept de «vie maritale» qu'il applique pour calculer les prestations auxquelles une personne a droit. En fait, dès que deux personnes habitent ensemble depuis un an et qu'on estime qu'elles s'entraident, on coche «vie maritale» dans le formulaire.

Si les deux personnes sont prestataires de l'aide sociale, l'aide qu'on leur accorde est réduite. Pour deux personnes sans contraintes à l'emploi, on passe de deux chèques de 770\$ à un seul de 1167\$ – soit une baisse de 24% – et le chèque est fait chaque mois au nom d'une des deux personnes, l'autre en dépend.

Même pas besoin de s'aimer ni de coucher ensemble. Vrai de vrai. « Quant aux sentiments amoureux, ils ne sont pas un critère pour déterminer une vie maritale, pas plus que les relations sexuelles. Il arrive que l'amour d'un couple se transforme, qu'un couple ressente davantage une profonde amitié, ou qu'il n'y avait pas de relations sexuelles: or, la vie maritale peut exister dans le mode de vie quotidien », tranche un jugement rendu en 2014.

« La vie maritale s'applique à tout le monde, ça s'applique à toutes les cohabitations. Tu veux t'entraider, mais tu te tires dans le pied. Il faudrait que les deux personnes ne se parlent pas, qu'elles ne se croisent pas, qu'elles ne se regardent pas », ironise Mélanie.

Et encore.

On ne sait pas trop comment ce critère s'est retrouvé dans la première loi sur l'aide sociale de 1969, mais il est plus que temps qu'il en sorte. « Avec ça, ça met la table pour une prise de pouvoir financière [par la personne qui a un revenu], ça peut empêcher quelqu'un de sortir d'une situation de violence conjugale, ce n'est pas bon sur aucun aspect. »

Ça se discute depuis 30 ans, il y a eu bien des paroles, des paroles, des paroles, comme le chantait Dalida.

Il y a eu un peu de progrès, en janvier, avec la mise en place d'un revenu de base garanti pour les prestataires avec des contraintes à l'emploi dont le conjoint gagne jusqu'à 76 000 \$ par année. Mais encore, pour y être admissible, on doit avoir bénéficié de la solidarité sociale pendant 66 des 72 derniers mois, soit quatre ans et demi sur cinq ans. « Ça veut dire que, pour avoir une sécurité, je ne pourrais pas retourner aux études ni travailler pendant encore deux ans et demi. »

On la condamnerait, ni plus ni moins, à vivre aux crochets de l'État.

Parce que Mélanie ne souhaite qu'une chose, pouvoir recommencer à travailler. « Le travail, ça fait partie de la vie. Tout le monde veut se réaliser d'une façon ou d'une autre.»

D'ici là, elle travaille comme bénévole. «Avec le bénévolat, je peux offrir mes compétences. Et le communautaire s'adapte en fonction de mes limites, je contribue selon mes capacités. Dans un poste, ça serait plus difficile, j'ai surtout des contraintes dans la régularité. Mais j'aime travailler dans le communautaire, j'ai besoin d'aider les autres.»

Mélanie se réalise en dénonçant l'arbitraire et archaïque critère de vie maritale, entre autres en s'impliquant dans le Collectif pour un Québec sans pauvreté avec qui elle a entre autres rencontré



la ministre Isabelle Charest en 2021. « Je ne me battrais pas autant contre la vie maritale si c'était juste moi, mais ça touche tellement de monde et les gens ne le savent pas.»

Vous le savez, maintenant.

[Retour à la table des matières](#)



Un ex-itinérant offre « L'Abri » aux jeunes de la rue

RADIO-CANADA – 18 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Alexandra Duval

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1980251/itinerance-jeunes-ressource-abri-quebec>

Enfant de la DPJ, Martin a vécu l'itinérance de Québec jusqu'au dangereux Downtown Eastside de Vancouver. Vingt-cinq ans plus tard, il redonne aux jeunes de Québec en ouvrant L'Abri.

Je suis rentré dans les services de la DPJ à 14 ans. À 17 ans, j'étais en appartement supervisé, et à 18 ans, les chèques ont cessé d'entrer. Le jour de mes 18 ans, j'ai basculé dans l'itinérance, raconte Martin Trudel.

C'était à l'automne 1996. À l'époque, il ne se percevait pas comme un itinérant, même s'il vivait dans la rue ou qu'il errait chez des connaissances.

On ne se perçoit comme des survivants parce qu'on a traversé des épreuves difficiles. On se dit que c'est une passe et qu'on va s'en remettre. Et il y a le besoin de liberté, après avoir été dans les services de la Protection de la jeunesse. Enfin on sort, enfin on a de l'air... mais dans une extrême précarité.

Quelques mois plus tard, cette soif de liberté l'amène sur le pouce à Vancouver. Arrivé sur place, c'est le choc du Downtown Eastside.

C'est la détresse dans la rue, le désordre public, la consommation, la prostitution; c'est à un niveau extrême, se remémore-t-il. Martin s'estime chanceux de ne pas avoir sombré. Je marchais tout le temps, je n'avais pas d'endroit où rester. Le jour dans le centre-ville et la nuit, je sortais du centre-ville pour me protéger.

Il dormait sur la plage de la baie des Anglais sous le petit toit d'un kiosque de location de kayak. L'employé me souriait chaque matin, lorsque je devais quitter. On avait une entente informelle.

« Je ne voulais pas d'aide, j'étais dégoûté de toute forme d'aide, peut-être traumatisé aussi. » — Une citation de Martin Trudel, fondateur de L'Abri

Mais le sourire de l'employé de location de kayak a semé un début de futur pour Martin. J'existais pour une personne. J'ai appris de cette personne des choses que j'utilise maintenant dans ma pratique.

Une suite remarquable

Neuf ans plus tard, passant d'une ville et d'une jobine à l'autre – mais toujours sans domicile fixe –, Martin décide que c'est assez.

Le déclencheur principal, c'était l'épuisement, je ne voyais plus d'issue.

Il rencontre sa bonne étoile qui est aujourd'hui sa conjointe. Il décide de retourner sur les bancs d'école d'abord pour terminer son secondaire. Une démarche qui le mènera jusqu'à la maîtrise en orientation à l'Université Laval. Il a fait son stage à la Maison Marie-Frédéric qui vient en aide



aux jeunes itinérants. Il a été intervenant et s'occupe maintenant du développement de l'organisme.

Itinérance jeunesse en augmentation

Martin fait le dur constat que les jeunes itinérants sont de plus en plus nombreux. Selon lui, ils sont deux fois plus nombreux qu'il y a cinq ans à Québec. Il y a une surreprésentation importante de jeunes de la DPJ.

Selon une étude de l'ÉNAP publiée en juin 2022, 33 % des jeunes qui sortent d'un placement avec la DPJ connaissent au moins un épisode d'itinérance avant l'âge de 21 ans.

Qu'ils proviennent ou non des services de la DPJ, comme Martin à l'époque, ils ne réalisent pas la précarité de leur situation, car ils sont encore jeunes.

Ils sont exposés à beaucoup de facteurs de risques; d'exploitation sexuelle, économique, d'abus et de violences interpersonnelles, explique Martin.

Et ils ne sont pas nécessairement en situation d'itinérance visible dans les rues ou dans les parcs la nuit. Ils squattent chez des connaissances, épuisent leur réseau. Ils se cachent. On ne les voit pas toujours.

C'est pour les rejoindre et les mettre à l'abri que Martin a mis son projet en branle. Il s'est inspiré d'une ressource qu'il a utilisée à Vancouver. Je pouvais me sentir en confiance parce qu'il n'y avait pas d'attente envers moi, personne ne me posait de question. Ça me convenait et ça répondait à des besoins de sécurité alimentaire et de sécurité globale.

Depuis un mois, l'Abri accueille des jeunes la nuit. Une intervenante est toujours présente dans la petite pièce où une dizaine de chaises sont installées. Des breuvages, de la nourriture, des tablettes et des écouteurs sont à leur disposition. S'ils veulent parler, l'intervenante les écoute, s'ils ne veulent pas, elle leur offre un sourire, tout simplement, comme l'employé de location de kayak à Vancouver l'a fait avec Martin.

C'était crucial pour lui d'adapter un refuge exclusivement pour les jeunes parce que les répités pour adultes peuvent poser des facteurs de risque. Ils ne sont pas adaptés aux jeunes plus vulnérables.

Sortir Nicolas de la rue?

Lors de notre passage, nous avons rencontré Nicolas*, 30 ans. Il s'est précipité sur les sandwiches et a bu du jus avant de s'asseoir. Il était visiblement affaibli et intoxiqué. Il fréquente L'Abri tous les soirs depuis deux semaines parce que ce que j'ai nulle part où aller depuis un an.

L'Abri est aussi une porte d'entrée vers les deux autres ressources de la Maison Marie-Frédéric. Une maison de chambres offre des séjours à court terme pour les jeunes qui ont entrepris des démarches concrètes comme des études ou une thérapie. Ou encore le programme connaissance de soi qui leur propose un cheminement vers l'autonomie résidentielle. Depuis 35 ans, ce programme a aidé 2600 jeunes.



On est dans l'accueil inconditionnel. On souhaite que la personne se sente accueillie, respectée, dans la dignité, et si, un moment donné, la personne souhaite s'ouvrir et nous demander quoi que ce soit, on reste disponible.

Depuis son ouverture le mois dernier, L'Abri reçoit une dizaine de jeunes chaque nuit. Pas toujours les mêmes. Martin Trudel a déjà des idées pour bonifier ce service. C'est de redonner au suivant. L'itinérance jeunesse, je connais ça de fond en comble. C'est un peu l'histoire d'une vie, donc je n'arrêterai jamais. C'est ma voix d'aider les jeunes.

*Nom fictif

[Retour à la table des matières](#)



Les victimes pourront obtenir seules de l'aide pour leurs enfants

LA PRESSE+ - 19 MAI 2023 - P. ACTUALITÉS_16

LA PRESSE – 18 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Vincent Larin

<https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2023-05-18/violence-familiale/les-victimes-pourront-obtenir-seules-de-l-aide-pour-leurs-enfants.php#:~:text=Les%20parents%20victimes%20de%20violence,nouvelle%20salu%C3%A9e%20par%20le%20milieu.>

Les parents victimes de violence conjugale pourront dorénavant obtenir de l'aide pour leurs enfants sans avoir besoin du consentement de leur agresseur, une nouvelle saluée par le milieu.

Il s'agit d'une nouvelle mesure, déjà prévue dans le cadre de la réforme du droit de la famille adoptée en juin dernier, mais dont l'entrée en vigueur a été avancée.

En vertu de cette mesure, un parent victime de violence familiale, y compris la violence conjugale ou la violence sexuelle, pourra demander une attestation à un procureur aux poursuites criminelles et pénales pour que son enfant puisse bénéficier de services de santé ou de services sociaux sans l'accord de l'autre parent.

Il ne sera pas nécessaire d'avoir porté des accusations pour bénéficier de cette attestation.

Sur une page web mise en ligne jeudi, le ministère de la Justice explique qu'il sera en effet possible d'obtenir une attestation auprès d'un procureur en fournissant certains documents.

Il peut s'agir d'une déclaration à la police ou d'une lettre d'un professionnel de la santé ou des services sociaux en relation avec l'enfant.

Une nouvelle saluée

« Nous voulons que les parents victimes de violence, ou ceux dont les enfants l'ont été, puissent se concentrer sur leur reconstruction et puissent aller chercher toute l'aide dont ils ont besoin sans craindre de subir un contrôle malsain de l'autre parent agresseur », a déclaré le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, par voie de communiqué, jeudi.

La nouvelle a été saluée par les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) et la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF).

« C'est le genre de situation qu'on voit assez régulièrement dans notre travail auprès des victimes : des auteurs de violences qui, pour des raisons de contrôle ou parce qu'ils ne reconnaissent pas le tort qu'ils ont causé aux enfants, pouvaient freiner l'accès aux soins des enfants », explique la porte-parole du Réseau des CAVAC, Marie-Christine Villeneuve.

Les enfants victimes de violence pourront ainsi bénéficier rapidement de soins « nécessaires » à leur rétablissement, par exemple des soins psychologiques dans le cas d'un enfant agressé sexuellement, afin qu'il puisse comprendre ce qui lui est arrivé.

Évidemment, dans le cas d'une blessure grave nécessitant des soins urgents, les autorités exhortent les parents à se rendre directement aux urgences, ce qui ne nécessite pas d'attestation.



« Pour les pères violents [l'accès aux soins des enfants], c'est un levier extrêmement efficace pour continuer de harceler les mères, continuer à tout savoir des enfants. C'est souvent une guerre de tranchées, un contrôle coercitif où ils vont épuiser les mères en s'opposant à ce que des services soient donnés aux enfants », témoigne pour sa part la porte-parole de la FMHF, Manon Monastesse.

Cette dernière se réjouit particulièrement du fait qu'il sera possible pour les parents victimes d'obtenir une attestation sans même qu'une plainte ait été faite à la police. À peine 20 % des femmes hébergées dans les établissements de la fédération entendent porter plainte à la police contre leur conjoint et 33 % disent carrément qu'elles ne le feront pas, montrent des chiffres de l'organisme.

« C'est extrêmement important dans un contexte où les tribunaux de la famille vont prendre peu en compte l'impact de la violence conjugale sur les enfants », explique Manon Monastesse.

[Retour à la table des matières](#)



Aider avant plutôt qu'après ?

L'ITINÉRAIRE (VIA LA PRESSE) - 20 MAI 2023 - P. L'ITINÉRAIRE_4

Lien : N/A

Mots de camelots

J'ai remarqué qu'au métro Papineau, il y a de plus en plus de gens en état de précarité. Les gens consomment des drogues dans le métro, mais que faut-il faire ? Les sortir de la station serait juste déplacer le problème.

Ce qu'on voit dans le métro, ce n'est pas le problème, c'est le résultat de ce qui s'est passé avant. La consommation peut être une échappatoire artificielle au mal de vivre créé, en ce moment entre autres, par l'inflation et le coût des logements.

Des fois, les gens utilisent les drogues comme automédication pour des problèmes émotionnels ou de santé mentale comme la dépression ou l'anxiété.

De plus, dans certains cas, il y a des antécédents de traumatisme ou de violence. La répression et la surjudiciarisation ne sont alors pas des solutions.

Parfois, quand on voit la police, ça peut envenimer la situation, ça peut créer un moment de panique.

Puis, c'est souvent moins cher et plus efficace de prévenir en encadrant les consommateurs, par exemple avec l'aide de pairs aidants ou d'intervenants psychosociaux. Ça permet à la police et aux agents de sécurité du métro de moins intervenir et de moins mobiliser les ambulanciers et les hôpitaux.

Dans les sites d'injection supervisés, les intervenants peuvent tout de suite agir en cas de surdose et bâtir des liens de confiance avec les usagers pour les aider à améliorer leur sort.

Peut-être que les consommateurs ne devraient pas être criminalisés pour la possession de drogues en petite quantité pour leur consommation personnelle, comme en Colombie-Britannique. Ça va aussi permettre d'alléger le travail de la police et le système judiciaire.

Mario Alberto Reyes Zamora, participant à la cuisine

Inapte au travail et travaillante

Jeune adulte, j'ai reçu un diagnostic de trouble de la personnalité limite (TPL) et j'ai été reconnue inapte au travail. Malgré cela, je reste une personne travaillante, même si je ne peux occuper un emploi régulier compte tenu de mes limitations.

Mon état est la conséquence d'événements dramatiques vécus dans mon enfance. Mon père est décédé quand j'avais 2 ans. Ma mère nous confiait de temps en temps, ma sœur et moi, à la garde d'un voisin qui nous a agressés. Puis, à la suite d'une tentative de suicide de ma mère, j'ai recommencé ma vie dans les centres et les familles d'accueil.



Vers l'âge de 30 ans, j'ai fait un séjour à l'hôpital psychiatrique. Suite à une tentative de suicide, mes deux enfants ont été placés. Après une séparation, je me suis retrouvée en maison d'hébergement puis j'ai vécu l'itinérance. C'est dans la rue que j'ai découvert des organismes d'aide qui m'ont menée vers des thérapies et un suivi médical. Ça m'a beaucoup aidée à parler de mes traumatismes et à entreprendre un processus de guérison.

La vie dans la rue m'a aussi permis de connaître L'itinéraire. Grâce à mon travail de camelot, je rencontre des gens et ça me fait du bien de sortir de chez moi.

Malgré tout ce que j'ai traversé, je refuse de m'apitoyer sur mon sort et je m'efforce de m'entourer de positif. Je me rends compte de la chance que j'ai. Mes deux enfants vivent maintenant près de chez moi et j'ai une clientèle fidèle envers qui je suis très reconnaissante.

Isabelle Beaupré, camelot marché Metro, centre commercial Domain

Un logement qui coûte cher !

Je prévoyais déménager le mois passé, mais dans cet appartement, il y a des petits amis que je n'aime pas trop : des coquerelles ! Le propriétaire est d'accord pour faire venir une compagnie pour ça, pour faire repeindre le logis et faire refaire les planchers en pin. Je vais rester dans un motel pendant 40 jours, le temps que les travaux se fassent. J'ai trouvé cet appartement en cherchant dans les journaux : La Presse, Le courrier du Sud, Le Devoir. C'est dans Le Devoir que je l'ai trouvé. J'ai déjà rencontré le propriétaire. J'ai payé le premier mois avec ma blonde, Carole. On a un bail qui commence le 1 er juin. Le loyer est cher, mais il y a cinq circuits d'autobus qui vont au métro Longueuil, près de là. C'est un grand trois et demi, pas de balcon.

Il y a beaucoup de discrimination, à cause des prix et aussi parce que si tu es né au Québec, c'est plus facile que si tu es né en Haïti, par exemple.

Actuellement, on est quatre dans un quatre et demi, depuis quatre mois. Avant, j'étais dans la rue. Je couchais dans les refuges comme L'abri de la Rive-Sud, à Longueuil, où j'avais un casier postal. Je pouvais recevoir mon chèque. Mon agent d'aide sociale était au courant. Il essaye toujours de nous aider.

Ça fait longtemps que je n'ai pas eu de logement stable. C'est là que L'itinéraire entre en ligne de compte. Avec l'argent que je vais gagner, ça va m'aider.

Heureusement que j'ai ma blonde avec moi ! Il nous reste à trouver des meubles.

Gaëtan Vaillancourt, camelot à l'intersection de la rue Sanguinet et de la rue Sainte-Catherine Est

[Retour à la table des matières](#)



reprendre tous les services encore et nos bénévoles ont hâte qu'on en offre plus, explique Mme Goyette. Par exemple, les cafésrencontres avec les jeunes parents où, pour leur donner un peu de répit, nos bénévoles bercent les bébés. En raison de la grande présence du virus pulmonaire syncytial l'automne dernier, qui touche principalement les bébés et les aînés, nous avons attendu. Mais nous comptons recruter des bénévoles et reprendre ce service l'automne prochain.»Elle pense aussi à l'heure du conte que des aînés — formés par la Maison des grands-parents de Villeray — allaient animer dans des garderies.

Francine Goyette constate que le recrutement de bénévoles est tout de même plus difficile qu'avant la pandémie. Avec la pénurie de personnel, les entreprises font des pieds et des mains pour attirer ou garder leur personnel plus expérimenté. Puis, il faudra recréer des contacts avec les différentes organisations, où il y a eu beaucoup de mouvements dans le personnel. Les liens sont aussi à rebâtir avec les jeunes.

«Nous avons des jeunes qui commencent à venir chez nous vers l'âge de 7 ans, puis ils restent pour d'autres activités et peuvent être encore avec nous à 21 ans, avec la même personne bénévole. Il y a donc des liens profonds qui se créent», explique la directrice générale, qui voit ses volontaires comme des grands-parents symboliques pour ces jeunes.

La Maison des grands-parents de Villeray, qui existe depuis 31 ans, offre différents services à la communauté. Elle opère notamment une friperie, où les familles peuvent s'habiller à coût très modeste, puis elle offre des paniers à Noël et à la rentrée.

Un service d'aide aux devoirs est également offert. «Comme il y a beaucoup de familles immigrantes dans le quartier, c'est très apprécié parce que bien des parents ne parlent pas français, explique Francine Goyette. Nous sommes aussi actifs auprès d'adolescents à risque de décrochage. Plusieurs grands-parents de ces jeunes ne sont pas au Canada, donc on devient leur famille.»Si les services offerts par la Maison des grands-parents de Villeray — il y en a cinq autres à travers le Québec — aident les jeunes et leurs familles, ils sont aussi valorisants pour les bénévoles. «Nos aînés ont vraiment l'impression que leur implication amène des résultats concrets dans la vie de ces jeunes», précise la directrice générale.

Des résidences pour personnes aînées en lien avec des enfants Les aînés en résidence, qui ont été privés de sorties et de visites pendant la pandémie, ont aussi soif de reprendre des activités avec les jeunes. Par exemple, cette année, la résidence des Bâtisseurs à Trois-Rivières a tissé des liens avec des élèves du collège Notre-Dame-de-l'Assomption.

«Un groupe de résidents est allé voir le défilé de mode des habits et des robes des finissants, puis ces jeunes sont venus donner un coup de main lors des portes ouvertes de la résidence, et il y a vraiment eu de beaux échanges entre eux», raconte Kristel Louboutin, vice-présidente des ventes, des communications et du marketing des résidences des Bâtisseurs, présentes dans plusieurs régions du Québec.

Les différents établissements du groupe essaient aussi d'organiser des activités avec des garderies. «Par exemple, à l'Halloween, à Noël et à Pâques, plusieurs résidences accueillent les enfants, indique Mme Louboutin. C'est fou:lorsque des enfants entrent dans les résidences, les aînés n'ont plus de bobos, plus de tracas... ils n'ont d'yeux que pour les enfants !»Pour rendre ces contacts encore plus faciles, certaines résidences tentent d'ailleurs d'attirer des garderies dans leurs locaux commerciaux.



De son côté, la résidence de Montmagny s'apprête à recevoir une étudiante du cégep qui demeurera avec les aînés et offrira 10 heures de bénévolat par semaine grâce au projet Échanges entre les générations –Cohabitation intergénérationnelle, qui découle de la Politique québécoise de la jeunesse 2030.

«C'est un projet intéressant au moment où le Québec connaît une crise du logement et une pénurie de main-d'oeuvre, constate Kristel Louboutin. De plus, cette solution permet de beaux échanges au quotidien entre les générations.»

COLLABORATION SPÉCIALE «Nos aînés ont vraiment l'impression que leur implication amène des résultats concrets dans la vie de ces jeunes»

[Retour à la table des matières](#)



Un regard rétrospectif et introspectif sur Mira

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 21 MAI 2023 - P. SOCIÉTÉ_13

Par : Sylvain Sarrazin

<https://www.lapresse.ca/societe/animaux/2023-05-22/biographie/un-regard-retrospectif-et-introspectif-sur-mira.php>

Rome ne s'est pas bâtie en un jour, selon le dicton. On pourrait en dire autant de Mira, qui forme aujourd'hui des centaines de chiens-guides, à la lecture de son histoire décortiquée dans un nouveau livre, narrée à travers son cofondateur Éric St-Pierre.

On lit avec curiosité Mira : Ma plus belle histoire d'amour, avec ses 270 pages bien tassées, tout en songeant : que de chemin parcouru ! On y découvre surtout que les prémices du destin de cet organisme, fort respecté par les Québécois, sont inextricables de celles de la vie de son cofondateur. Écrits en collaboration avec Agnès Marliot, ces mémoires retracent certes le développement du projet, de plus en plus touffu au fil du temps, mais aussi les tout premiers pas d'Éric St-Pierre dans ses relations avec les chiens, parfois surprenantes.

De fil en aiguille

Élevé à la dure au sein de la ferme familiale, il a eu la bienheureuse compagnie de Mike ou de Ti-Loup, fidèles canidés complices de ses péripéties d'enfance, et de tant d'autres, comme Coco ou le très bien nommé Karma, un berger allemand. Sa carrière de musicien sur la touche, M. St-Pierre décide de composer avec ses chiens, s'initiant à l'entraînement. Il forme dès lors des animaux particulièrement obéissants, mais dont la vocation est encore éloignée de celle des futurs rejetons de Mira, étant dressés pour la garde, la sécurité ou la recherche de stupéfiants. Parallèlement, le besoin de nourrir sa famille le pousse à accepter un « sale boulot » : dog catcher au service des fourrières municipales, ce qui lui vaudra le mépris des bonnes gens, diverses morsures et une odeur pestilentielle tenace.

Il parvient toutefois à tirer les rênes vers le projet de sa vie.

C'est l'étincelle de l'injustice qui a mis le feu aux poudres, quand il a constaté que les chiens-guides pour personnes malvoyantes provenaient tous du monde anglophone. Pour Éric St-Pierre, c'était inacceptable ; ces Québécois n'avaient-ils pas le droit de « voir en français » ?

Mira voit le jour en 1981, fondé par Éric St-Pierre et Johanne Hallé.

« J'ai eu peur que cela ne se fasse jamais. La grande bataille du français en Amérique du Nord n'est pas encore finie aujourd'hui », dit-il en entrevue avec La Presse. Il s'est toutefois lancé à corps perdu dans le combat. « Les poches vides, mais le cœur plein, je m'engageais sans garde-fou sur un chemin aussi tortueux que mou », déclare-t-il dans sa biographie.

Dénicher des financements

S'engage alors une lutte pour financer et faire croître Mira, l'auteur de cette initiative essuyant de nombreux revers, se faisant claquer des portes au nez, mais détarrant aussi du soutien, logistique et pécuniaire. À lire ce cheminement tumultueux, aux virages d'espairs et de désillusions, on s'interroge sur ce qui a permis à l'homme de conserver le feu sacré. « C'est le plaisir de travailler avec les chiens, mon amour pour eux, depuis l'âge de 6 ans, quand je travaillais avec mon père



», raconte M. St-Pierre. « Même si parfois j'ai été sur le bord de lâcher face aux difficultés », concède-t-il.

L'organisme grandit, conquérant le cœur du public, enchaînant campagnes et activités de financement déployant toujours plus d'envergure, comme des expéditions en traîneau à chiens. On découvre également comment l'aide aux publics ciblés s'est épanouie et diversifiée, s'orientant vers les personnes à mobilité ou motricité réduite, ou encore vers les enfants atteints d'autisme. Une ramification qui ne cesse de croître, aujourd'hui encore, comme le montre le projet-pilote destiné aux personnes souffrant d'alzheimer, lancé en 2019 et en développement après la parenthèse pandémique. « C'était un projet très prometteur, surtout avec les personnes en début de maladie », précise Agnès Marliot, collaboratrice de la biographie. Mira, qui compte 90 employés et plusieurs centaines de bénévoles à ce jour, forme entre 150 et 200 chiens par année.

« Je vois pour Mira un bel avenir de perfectionnement, pour toujours donner plus, développer le volet pour les personnes atteintes d'alzheimer. Il faut encore travailler, s'organiser et peaufiner pour que cela fonctionne mieux », dit M. St-Pierre.

Encadré(s) :

Mira : Ma plus belle histoire d'amour

Éric St-Pierre, Agnès Marliot

Druide

Illustration(s) :

Éric St-Pierre (à droite), en compagnie de son fils Nicolas, qui a repris les rênes de Mira en 2005.
PHOTO MAUDE FORTIN, FOURNIE PAR DRUIDE

[Retour à la table des matières](#)



Explosion du nombre de demandeurs d'asile à Sherbrooke

RADIO-CANADA – 23 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Christine Bureau

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1981219/demandeurs-asile-sherbrooke-augmentation>

Le chemin Roxham a défrayé les manchettes cette année. Les images de migrants marchant valises à la main et bébés dans les bras se sont multipliées. Où ont-ils ensuite choisi de déposer leurs valises? À Sherbrooke, dans bien des cas. Leur objectif : « Travailler, faire de l'argent et avoir une belle vie. » Cependant, comme nous le raconte l'un d'eux, José Martinez, tout n'est pas si simple.

On les côtoie, mais sans le savoir. Les demandeurs d'asile ont été nombreux au cours des derniers mois à choisir Sherbrooke comme refuge. Cette augmentation se fait sentir sur les bancs d'école ainsi qu'au Service d'aide aux néo-Canadiens de Sherbrooke (SANC). Aux premières loges pour les accueillir, cet organisme veut pouvoir en faire davantage pour les aider. Surtout quand les permis de travail se font attendre.

L'année financière se termine à la fin du mois de juin au SANC, mais déjà, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En date du 30 avril, ce sont 471 demandeurs d'asile qui ont cogné à ses portes. En 2021-2022, ils avaient été 311.

On est à 350 % des cibles qu'on avait à atteindre auprès de notre bailleur de fonds, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration [MIFI], résume la directrice générale du SANC, Manon Couture.

Le SANC a toutefois les mains liées. Québec lui permet seulement d'offrir deux services aux demandeurs d'asile : une aide pour se trouver un logement et une séance d'information sur les services gouvernementaux disponibles.

Pour le reste des services, ils doivent se rendre à Montréal auprès du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile, le PRAIDA. C'est lui qui a le mandat de répondre aux besoins des demandeurs d'asile sur le territoire du Québec. Sauf que la réalité, c'est que quand les gens arrivent ici et qu'ils cognent ici [...], ils ne vont pas souvent à Montréal pour le reste des services qu'ils pourraient avoir, plaide Mme Couture.

« On voit la détresse et on souhaite vraiment pouvoir en faire plus. [...] Pourquoi est-ce qu'ils n'auraient pas les mêmes services que les autres clientèles? »

-- Une citation de Manon Couture, directrice générale du SANC Le MIFI reconnaît que les pouvoirs des organismes régionaux comme le SANC sont limités. Avant d'élargir leur mandat ou de rehausser leur financement, le cabinet de la ministre Christine Fréchette dit vouloir étudier les effets de la fermeture du chemin Roxham, survenue à la fin du mois de mars.

À Sherbrooke, le nombre de demandeurs d'asile qui se sont présentés au SANC a diminué en avril, soit 32, comparativement à 97 en mars.



Du Venezuela au Québec

José Martinez est un de ceux à avoir choisi Sherbrooke comme terre d'asile. Dans son minuscule appartement du centre-ville de Sherbrooke, il raconte ce qui l'a mené à demander l'asile au Canada : la persécution, les menaces, les craintes pour sa vie. Son ton calme et posé contraste avec son histoire.

Ce Vénézuélien a quitté son pays en 2017. À l'époque, de violentes manifestations secouaient le pays. Il y a participé, comme des dizaines de milliers de ses compatriotes. Sauf que la révolte du peuple a été sévèrement réprimée. M. Martinez a alors senti que sa vie était menacée. Ceux qui sont en désaccord sont persécutés. Et je suis l'un de ceux qui sont en désaccord avec les politiques du dictateur Nicolas Maduro, dit-il avant d'indiquer que des membres de la Garde nationale l'ont rencontré.

À ses yeux, il n'avait d'autre choix que de quitter son pays. Sa fuite l'a mené au Pérou puis aux États-Unis. Là encore, sa sécurité était précaire, raconte-t-il. Les menaces xénophobes et racistes ont été légion. Et, pour lui, retourner au Venezuela était hors de question.

« Je me sentais persécuté. J'ai peur de retourner dans mon pays. Peur de mourir. »

-- Une citation de José Martinez, demandeur d'asile à Sherbrooke Cap sur le CanadaAprès des années de cavale, il a décidé de trouver refuge au Canada. Le chemin qui l'a mené vers la tranquillité d'esprit a un nom : Roxham. Il l'a traversé le 5 décembre 2022. Dès qu'il a posé sa valise en sol canadien, un sentiment de bien-être l'a envahi.

« On a été traités comme des êtres humains. [...] Je suis reconnaissant d'enfin me sentir en sécurité. » -- Une citation de José Martinez, demandeur d'asile Après un arrêt à Montréal, il s'est installé à Sherbrooke le 1er mars, attiré par le coût de la vie. Pour lui, le Canada et le Québec sont une véritable terre d'accueil. Mais tout n'est pas parfait.

En raison de son statut de demandeur d'asile, par exemple, il ne peut pas recevoir d'aide pour meubler son minuscule 1½. Les premiers temps, c'est son plancher qui lui sert de lit. Son appartement va se meubler peu à peu, tout comme son horaire.

À l'école, mais pas au travail

Aujourd'hui, José suit des cours de francisation à temps plein au Centre Saint-Michel de Sherbrooke. Dans son cours du mercredi matin, la classe déborde. Dans ma classe, j'ai trois infirmières, un agronome et deux ingénieurs, indique l'enseignante Johanne Deschênes. Ce sont des gens en majorité très scolarisés.

Dans sa classe de francisation du mercredi matin, Johanne Deschênes a beau utiliser le jeu comme mode d'apprentissage, elle remarque à quel point ses étudiants sont prêts à travailler pour apprendre la langue.

L'ambiance est bon enfant dans sa classe, même si elle sait que le français n'a rien d'un jeu pour ses étudiants.

Parce que le but ultime pour eux, c'est d'apprendre le français naturellement, mais c'est [surtout] de réaliser leur rêve, de reprendre leur travail, d'utiliser leur diplôme, de vraiment s'établir au



Québec, à Sherbrooke, d'y élever leur famille, de développer leur communauté, de s'intégrer à la communauté québécoise. Et comme ils disent : travailler, faire de l'argent et avoir une belle vie, résume-t-elle.

Aussi en hausse sur les bancs d'école

Au Centre Saint-Michel de Sherbrooke, ils étaient 289 demandeurs d'asile inscrits au mois d'avril dernier, contre 131 au cours de l'année 2021-2022. Au Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, les enfants avec ce statut sont cinq fois plus nombreux que l'an dernier : 124 élèves en avril dernier, contre 27 en 2021-2022.

Un mercredi de mai, José Martinez a justement confié à son enseignante qu'il a de la difficulté à dormir ces jours-ci.

Au Québec depuis presque six mois, il attend toujours son permis de travail. Il a payé pour obtenir de l'aide juridique et pour s'assurer que ses papiers sont en ordre, mais comme bien d'autres, il est toujours plongé dans l'incertitude.

En soufflant ses 30 bougies il y a une semaine, loin de sa famille, c'est sans doute ce qu'il a souhaité : recevoir en cadeau un permis de travail. Je veux travailler, répète le jeune homme.

Selon Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, en date du 25 février 2023, 80 % des demandes de permis de travail ont été approuvées dans les cinq jours suivant l'enregistrement d'une décision de recevabilité positive.

Or, José doit d'abord passer une entrevue avant de recevoir une réponse, positive ou non. Quand cette entrevue est-elle prévue? Je n'ai pas encore de date, dit-il.

La députée fédérale de Sherbrooke, Élisabeth Brière, admet qu'un délai de plusieurs mois est possible pour les demandeurs d'asile. Cela dépend si la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, un tribunal administratif indépendant, peut aisément ou difficilement établir si la demande d'asile est justifiée, nous a-t-elle répondu par courriel.

En attendant, l'aide financière qu'il reçoit de Québec - presque 800 \$ par mois - est presque entièrement engloutie par son loyer. Mais José Martinez ne veut pas plus d'argent du gouvernement. Il veut travailler notamment pour envoyer de l'argent à sa mère, qu'il n'a pas vue depuis six ans.

Malgré les embûches, le Vénézuélien sait sa chance d'être à Sherbrooke. De son petit balcon, il esquisse quand même un sourire : La vie est belle. Elle est difficile, mais la vie est belle.

[Retour à la table des matières](#)



AU-DELÀ D'ÊTRE ASSIS L'UN À CÔTÉ DE L'AUTRE

MOUTON NOIR - 25 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Mathieu Perchat

<https://www.moutonnoir.com/2023/05/au-dela-detre-assis-lun-a-cote-de-lautre/>

Le 17 mai 2023 a eu lieu à Trois-Pistoles le lancement d'un guide pratique issu d'une recherche-action participative réalisée au Bas-Saint-Laurent de 2020 à 2022. La thématique de la recherche menée par la participation citoyenne portait sur la pauvreté et la possibilité de créer une pratique d'inclusion innovante.

Cette participation citoyenne se composait à 50% des personnes directement touchées par cette réalité liée à la pauvreté. Le processus de recherche a duré 2 ans, et a permis de développer des savoirs collectifs à partir de leur expérience. « Ce passage vers la participation citoyenne dans ces espaces a été un réel casse-tête, car ces lieux de pouvoir n'ont pas été conçus, à l'origine, pour que les personnes citoyennes ayant un vécu de pauvreté et de l'exclusion sociale puissent y participer pleinement » souligne Mme Jacinthe Montplaisir, chargée de projet.

Riche de leur parcours, ce sont des personnes issues d'une même communauté qui ont pu se rencontrer au travers de la gouvernance partagée. Grâce au tissage des connaissances, de nouvelles préoccupations sont apparues et des pistes de solutions plus proches des réalités terrain ont été élaborées conjointement.

En mettant de l'avant l'inclusion sociale, la solidarité et la compréhension systémique de la pauvreté, le Bas-Saint-Laurent a souhaité « bâtir une mobilisation à long terme avec les personnes concernées par les enjeux qui nous préoccupent » (Plan de travail régional des Alliances, 2019). Quatre ans plus tard, plusieurs gains sont à souligner dans les communautés participantes de l'étude.

Ainsi, les outils développés à la suite de la recherche permettent de mieux comprendre ce processus d'inclusion tel que perçu par les acteurs qui le composent.

L'heure des grands défis sociaux, comme l'accroissement des inégalités sociales, l'équipe de recherche vous invite à tendre l'oreille vers ceux qui en subissent les plus graves conséquences et à leur donner les moyens de contribuer à la réflexion collective pour un avenir plus solidaire.

Cette réalisation du Groupe de recherche-action participative Nos Communautés AVEC a bénéficié de l'accompagnement méthodologique du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural de l'UQAR. Le projet a été réalisé grâce à un financement de la fondation Béati et du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le Groupe de recherche-action participative Nos Communautés AVEC est composé de dix membres actifs dont trois citoyens premiers concernés, quatre organisateurs communautaires de la santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent, deux organisatrices communautaires provenant d'une Corporation de Développement Communautaire (CDC des Grandes Marées et CDC de Matane) et d'une chargée de projet.

[Retour à la table des matières](#)



«Tous nos principaux indicateurs économiques du secteur agroalimentaire sont au vert» - André Lamontagne

L'EXPRESS DE DRUMONDVILLE – 26 MAI 2023 – SITE WEB

CONGRÈS. C'est sur le thème Fiers d'alimenter l'économie durable du Québec que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, André Lamontagne, a ouvert la 4e rencontre annuelle des partenaires de la Politique bioalimentaire 2018-2025.

C'est au-delà de 300 personnes, venues de partout en province, qui étaient présentes au Centrexpo Cogeco, et tout autant en mode virtuel, ce 26 mai. Le premier ministre François Legault a présenté par vidéo la priorité pour cette année : les jeunes.

Il y a beaucoup de défis pour attirer plus de jeunes entrepreneurs dans le secteur bioalimentaire. Depuis l'an passé, on voit des progrès importants pour favoriser l'achat local et une accélération du virage écologique dans notre agriculture. Donc, on a besoin de plus de relève, s'est-il exprimé. Le premier ministre a ajouté qu'il était nécessaire de continuer d'investir dans des pratiques durables et dans la réponse aux changements climatiques.

Le ministre André Lamontagne a dévoilé un tableau positif des actions réalisées au cours de la dernière année. Tous nos principaux indicateurs économiques du secteur agroalimentaire sont au vert, a-t-il déclaré en guise de sommaire global de l'année écoulée. Le bilan démontre que le gouvernement est engagé vers une plus grande autonomie alimentaire au Québec. Notamment, les investissements cumulés devançant largement les projections pour 2022, avec 2,2 G\$ de plus cette année. Tout indique que la cible de 2025 sera atteinte, voire dépassée en 2023, a-t-on appris durant son discours.

Les recettes à la ferme sont de 4 G\$ de plus qu'en 2018. Pour ce qui est de la transformation alimentaire, ce sont des livraisons manufacturières de l'ordre de 36,7 G\$ qui ont été comptabilisées en 2022. Il s'agit d'une progression de 6% par rapport à 2021.

La stratégie de croissance des serres 2020-2025 et ses programmes d'aide demeurent un levier d'investissement efficace. Depuis décembre 2020, 387 projets ont été acceptés, pour des investissements totalisant 502 M\$. Déjà, 54 % de l'objectif est atteint, soit de doubler la superficie des serres qui était de 123 hectares en 2018. De même, depuis deux ans et demi, le volume de production en serre de fruits et de légumes a presque doublé.

De plus en plus de Québécois développent le réflexe de l'achat local, et les objectifs d'achats d'aliments québécois sont en voie d'être atteints dans les institutions publiques. En outre, le nombre d'adhérents à Aliments du Québec est maintenant supérieur à 1 600 pour plus de 26 240 produits certifiés. Les Québécois ont d'ailleurs davantage confiance dans les aliments d'ici qu'avant, et Aliments du Québec se démarque grâce à la confiance que 7 consommateurs sur 10 ont exprimée dans son logo en 2023.

L'appui du gouvernement au développement de l'autonomie alimentaire porte ses fruits, au bénéfice des Québécois. Ceux-ci trouvent davantage de produits d'ici à l'épicerie. La croissance des ventes se poursuit et elle est particulièrement attribuable à la performance des petites et moyennes entreprises québécoises, lesquelles ont connu des gains de 11 % et de 12 % entre 2021 et 2023.



L'initiative ministérielle de rétribution des pratiques agroenvironnementales contribue significativement à l'accélération du virage écologique au Québec. Depuis 2022, une entreprise agricole sur 10 s'est engagée, sur une période de trois ans, à adopter des pratiques générant des gains environnementaux importants et allant au-delà des exigences réglementaires.

Cette année encore, les exportations sont en hausse et affichent 11 % de plus qu'en 2021. Les céréales ainsi que les fruits et légumes ont contribué à cette hausse. La diversification des produits exportés et des marchés constitue un élément positif. Par exemple, les Philippines, le Mexique, l'Indonésie et le Royaume-Uni sont des marchés où les exportations ont plus que doublé depuis 2019, passant de 286 M\$ à 728 M\$ en 2022.

L'industrie bioalimentaire est en santé au Québec. La mobilisation, la concertation et l'innovation sont des clés qui nous rendent plus agiles face aux défis climatiques, géopolitiques et inflationnistes, nous permettant ainsi de continuer à développer de nouveaux marchés tout en répondant aux besoins des consommateurs. La participation des partenaires aujourd'hui témoigne de la volonté et de la fierté que nous partageons de développer une industrie prospère et durable, au bénéfice de tous les Québécois, fait valoir André Lamontagne, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec.

Dans le budget 2023-2024, le gouvernement a annoncé 856,3 M\$ pour soutenir le secteur bioalimentaire, dont 175 M\$ supplémentaires pour accroître l'autonomie alimentaire du Québec.

Toute la journée, plusieurs panels de discussions et conférences sont présentés aux partenaires de la Politique bioalimentaire québécoise. Les participants ont l'occasion d'échanger sur les priorités de la prochaine année.

[Retour à la table des matières](#)



La perte du ProAm serait « difficile à éponger » pour les organismes de la région de Québec

LE SOLEIL – 26 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Victoria Baril

<https://www.lesoleil.com/actualites/actualites-locales/2023/05/26/la-perte-du-proam-serait-difficile-a-eponger-pour-les-organismes-de-la-region-de-quebec-FWC4HY72BBHBBBG56MPEMUCT5U/#:~:text=Faute%20de%20rel%C3%A8ve%20%C3%A0%20Qu%C3%A9bec,par%20l%C3%A9v%C3%A9nement%20chaque%20ann%C3%A9e.>

Faute de relève à Québec, le ProAm Gagné-Bergeron pourrait déménager à Montréal après l'édition de cette année. Devant cette possibilité, plusieurs organismes communautaires de la région de Québec s'inquiètent de perdre les revenus importants générés par l'événement chaque année.

« Ce ne sera pas facile de trouver une nouvelle source de financement pour éponger le trou qui serait créé sans l'apport du ProAm », admet Roseline Roussel, directrice générale du Pignon Bleu, un organisme venant en aide à plusieurs enfants et familles de la Ville de Québec.

L'événement, qui permet à des joueurs amateurs de la région de Québec de participer à un match de hockey avec des professionnels de la Ligue nationale de hockey (LNH), remet chaque année des milliers de dollars au Pignon Bleu.

Cette semaine, les deux organisateurs Alain Rioux et Tom Bureau ont annoncé que c'était leur dernière année à la barre du ProAm. Vue l'ampleur de l'événement, il est difficile de trouver de la relève, disent-ils.

« Il y a un groupe de Montréal qui aimerait le reprendre pour l'amener dans la métropole pour des organismes de charité de Montréal. J'espère que quelqu'un d'ici va lever la main, car j'aimerais beaucoup que le ProAm reste à Québec pour les organismes comme le Pignon Bleu, la Fondation Maurice-Tanguay, la Fondation Philippe-Boucher et Leucan », a signalé Alain Rioux mardi en conférence de presse.

La possibilité de ne plus avoir cette source de financement après 15 ans de partenariat est inquiétante pour le Pignon Bleu.

« Dans les dernières années, le ProAm nous permettait concrètement de distribuer près de 150 000 collations auprès de notre clientèle. En 15 ans ce sont plus d'un million de collations qui ont pu être distribuées auprès de milliers d'enfants de notre région. C'est phénoménal. Aucun autre événement caritatif de nature sportive n'a autant contribué à notre mission de sécurité alimentaire », mentionne la directrice générale Roseline Roussel.

Claude Garneau, président de la fondation Philippe-Boucher, partage l'inquiétude du Pignon Bleu.

« C'est un événement caritatif très important dans la région de Québec qui sera très difficile à remplacer » Claude Garneau, président de la fondation Philippe-Boucher



Selon le président, l'argent recueillie lors du ProAm représente plus ou moins 30% de l'ensemble du budget annuel de la Fondation Phillippe-Boucher, qui épaula les enfants handicapés de la région de Québec.

« Nous devons mettre en place une autre activité de financement si nous voulons garder le même rythme de dons que nous faisons à chaque année aux enfants défavorisés de notre région », affirme Claude Garneau.

Même son de cloche à Leucan, qui est un partenaire de l'événement depuis plusieurs années.

«L'incertitude d'un retour du ProAm Gagné-Bergeron est une triste nouvelle puisque c'est un événement sportif très important dans la grande région de Québec. En plus d'être un événement majeur, l'organisation remettait énormément d'argent à des organismes de charité. C'est évidemment inquiétant pour le milieu de la philanthropie lorsqu'une activité qui redonne autant est en péril», affirme Laurie Gingras, Coordinatrice aux activités socio-récréatives et responsable de l'événement à Leucan région Québec

«L'argent remis à Leucan grâce à l'événement sportif a permis à l'Association de soutenir sa mission qui est de favoriser le rétablissement et le mieux-être des enfants atteints de cancer et de leur famille», poursuit-elle.

Une édition 2023 qui promet

Guillaume Gagnon de la fondation Maurice-Tanguay demeure optimiste. Selon lui, même si l'événement déménage à Montréal, une initiative semblable pourra être mise sur pied pour la remplacer.

« Ça fait quelques années que Alain Rioux, l'organisateur principal, donnait signe que ça allait prendre de la relève. Ce n'est pas évident, c'est quelque chose qui est rendu assez gros », mentionne M. Gagnon.

Mais à son avis, « n'importe qui » pourrait reprendre le concept. «Est-ce que ce sera sous cette forme-là exacte ou une autre forme ? On verra », évoque-t-il.

Guillaume Gagnon, pense qu'il faut d'abord bien réussir l'édition 2023 « qui s'annonce extraordinaire ».

La fondation Maurice-Tanguay vient en aide aux enfants handicapés, malades et défavorisés de la région de Québec. « Le Pro-Am Gagné-Bergeron, c'est sûr que ça amène une somme d'argent importante qu'on peut consacrer à ces oeuvres-là. Mais je pense qu'il faut se concentrer sur le succès de cette année », conclut Guillaume Gagnon.

[Retour à la table des matières](#)



Une tunique créée pour les mères à La Nichée

RADIO-CANADA – 27 MAI 2023 – SITE WEB

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1982477/perinatalite-cgfa-grossesse-parents>

Des mamans bénévoles de l'organisme almatois La Nichée ont créé une tunique spécialisée qui s'adapte au corps durant la grossesse et après l'accouchement. De plus, celle-ci a permis à deux mères d'obtenir une formation reconnue par le Centre de formation générale pour adultes (CFGA) Lac-Saint-Jean.

La création s'est faite durant les cours de couture donnés par une autre mère bénévole de ce centre de ressources familiales en périnatalité, qui est la période allant de la grossesse jusqu'au deuxième anniversaire de l'enfant.

Jessie Lapointe a créé avec ses élèves ce vêtement spécialisé de type trois en un.

Grâce à cette création, Jessie et une autre mère ont fait reconnaître leur bénévolat pour obtenir un certificat de formation à un métier semi-spécialisé, équivalant à 450 heures de formation. Elles ont ainsi formé la première cohorte.

Ça me permet de ne pas avoir un trou dans mon CV et quand un jour je vais retourner sur le marché du travail, je n'aurai pas rien fait. Parce que, des fois, juste s'occuper de ses enfants, aux yeux de la société, ce n'est pas assez. Ça me permet de socialiser, de voir d'autres mamans, a partagé Jessie Lapointe.

Environ 150 certificats de formation pour un métier semi-spécialisé sont offerts au CFGA à Alma.

Parce qu'elles avaient déjà toutes les compétences, tous les acquis. On n'avait pas besoin de faire toute la formation, mais elles ont eu la certification ministérielle. Et aussi, on a accompagné les filles pour la création de leur tunique, a ajouté Mylène Lapointe, conseillère pédagogique au CFGA Lac-Saint-Jean.

Le certificat de formation est offert directement dans les entreprises et n'occasionne aucun coût pour les employeurs. Il faut être âgé de 16 ans et plus.

Nous, on se déplace en milieu de travail. Les adultes n'ont pas besoin de venir en formation nécessairement à l'école, dans les classes, a enchaîné Mylène Lapointe.

Les tuniques seront vendues dans la boutique Lani à La Nichée, qui offre déjà des produits conçus par des mamans bénéficiaires de l'organisme.

De l'accompagnement

Pendant que les mamans suivent leurs cours, une intervenante de La Nichée soutient l'activité. Elle s'assure que le petit Joalik soit bien chouchouté quand sa maman coud.

On a trouvé des personnes responsables pour s'occuper des enfants, afin qu'elles avancent plus rapidement, a exposé Annabelle Charron, intervenante en périnatalité.

Les mamans bénévoles peuvent ainsi assembler les pièces ou coudre les poches en toute quiétude.



J'ai appris aussi d'autres techniques que je n'avais pas. Comment coudre des manches, des affaires comme ça. Lentement, mais sûrement. J'attrape la piqûre et peut-être qu'un jour je vais être capable d'en dessiner une, moi aussi, une tunique, a indiqué Elyse Bouchard, une maman bénévole.

Si cette envie survient pour Elyse ou pour d'autres mamans, La Nichée entend bien bonifier le volet d'insertion socioprofessionnelle. Que ce soit pour devenir aide-éducatrice ou aide-concierge, plusieurs formations peuvent être offertes en partenariat avec le Centre de formation générale des adultes.

On s'adapte vraiment à la conciliation travail-famille, travail-école, travail-école-famille. Je pense que nous avons tout avantage à utiliser ce modèle-là pour favoriser l'insertion au travail, a précisé Diane Tanguay, directrice générale de La Nichée.

D'après un reportage de Laurie Gobeil

[Retour à la table des matières](#)



Les enfants ont désormais un accès universel à l'aide juridique

MÉTRO - 28 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Alexis Drapeau-Bordage

<https://journalmetro.com/actualites/national/3084519/les-enfants-ont-desormais-un-acces-universel-a-laide-juridique/>

Une modification du Règlement sur l'aide juridique est entrée en vigueur cette semaine, permettant l'accès universel à ce type d'aide aux enfants. Ils n'auront donc plus à démontrer leur admissibilité financière pour tous les services couverts.

La Commission des services juridiques travaille sur l'implantation de cette modification depuis l'adoption de la loi sur la réforme du droit de la famille, en juin dernier.

Les services accordés touchent aux affaires familiales, à la protection de la jeunesse, à la représentation des jeunes en matière criminelle, à la poursuite pour acte criminel et aux demandes relatives à des prestations.

«Rendre la justice plus accessible, plus efficace et surtout plus humaine constitue une priorité pour le gouvernement du Québec et ce changement y contribuera assurément», a exprimé le ministre de la Justice et procureur général du Québec, Simon Jolin-Barrette.

Parmi les autres objectifs de la réforme du droit de la famille, on compte l'amélioration des pratiques en matière d'adoption, une obligation de considérer la violence familiale dans les décisions concernant l'enfant et un soutien offert aux enfants en cas de décès d'un parent. Figurent également les questions de l'encadrement juridique des mères porteuses pour assurer la protection juridique de celles-ci et de l'enfant, un meilleur accès à la connaissance des origines pour les enfants adoptés et des modifications pour mieux répondre aux besoins des familles LGBTQ.

[Retour à la table des matières](#)



Plus de 3,6 millions pour les personnes autistes sur le marché du travail

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE DEVOIR) – 30 MAI 2023 – P. B3

LA PRESSE CANADIENNE (VIA L'ECHO DE LAVAL) – 30 MAI 2023 – SITE WEB

LA PRESSE CANADIENNE (VIA GROUPE CAPITALE MÉDIAS) – 29 MAI 2023 – SITE WEB

LA PRESSE CANADIENNE (VIA NOOVO INFO) – 29 MAI 2023 – SITE WEB

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LA PRESSE) – 29 MAI 2023 – SITE WEB

PAR : FRÉDÉRIC LACROIX-COUTURE

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/791921/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail>

<https://www.lechodelaval.ca/actualites/politique/487728/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail>

<https://www.lesoleil.com/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.ledroit.com/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.latribune.ca/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.lenouvelliste.ca/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.lequotidien.com/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.lavoixdelest.ca/affaires/2023/05/29/plus-de-3-6-m-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail-HOQC3K2XORGOLEP3CYUL5HYRWI/>

<https://www.noovo.info/nouvelle/plus-3-6-m-soutenir-personnes-autistes-travail.html>

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2023-05-29/quebec-debloque-3-6-millions-pour-soutenir-les-personnes-autistes-sur-le-marche-du-travail.php>

LE DEVOIR / LE MERCREDI 30 MAI 2023



FINICULSÉMENT des entreprises de l'industrie automobile, de l'industrie de l'énergie et de l'industrie de la santé, pour soutenir les personnes autistes sur le marché du travail.

BATTERIES POUR VEHICULES ÉLECTRIQUES 300 millions pour l'usine GM à Bécancour

Il s'agit d'un pas de plus vers la concrétisation de la filière électrique au Québec.

SÉBASTIEN FAVO

LE DEVOIR

Le Québec a franchi un nouveau cap en annonçant un investissement de 300 millions de dollars pour soutenir la construction d'une usine de batteries pour véhicules électriques (VÉ) à Bécancour, en Gaspésie.

Le projet, financé par le gouvernement provincial et le secteur privé, permettra de produire des batteries pour les véhicules électriques de la marque Opel.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, François Legault, a annoncé ce projet lors d'une conférence de presse à Bécancour.

«C'est un investissement majeur pour le Québec et pour l'industrie automobile», a déclaré Legault.

Le projet permettra de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'industrie québécoise.

Le gouvernement provincial a financé 150 millions de dollars de ce projet, tandis que le secteur privé a financé les autres 150 millions.

Le projet est financé par le gouvernement provincial et le secteur privé.

Le projet permettra de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'industrie québécoise.

Le projet est financé par le gouvernement provincial et le secteur privé.

ECONOMIE | B3

À l'heure du repreneuriat

GÉRARD BÉNESE



Le repreneuriat est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur au Québec. Les jeunes entrepreneurs cherchent à reprendre des entreprises existantes.

Cela leur permet de bénéficier de l'expérience et des contacts des anciens propriétaires.

Le repreneuriat est un moyen de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'économie.

Le gouvernement provincial a mis en place des programmes pour soutenir le repreneuriat.

Ces programmes offrent des prêts à taux réduits et des subventions.

Le repreneuriat est un moyen de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'économie.

Le gouvernement provincial a mis en place des programmes pour soutenir le repreneuriat.

Ces programmes offrent des prêts à taux réduits et des subventions.

Le repreneuriat est un moyen de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'économie.

Le gouvernement provincial a mis en place des programmes pour soutenir le repreneuriat.

Ces programmes offrent des prêts à taux réduits et des subventions.

Le repreneuriat est un moyen de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'économie.

Le gouvernement provincial a mis en place des programmes pour soutenir le repreneuriat.

Plus de 3,6 millions pour les personnes autistes sur le marché du travail

Ces dix premiers projets ont en bénéficiaire plus de 3,6 millions de personnes autistes.

Le gouvernement provincial a financé ces projets pour soutenir les personnes autistes sur le marché du travail.

Ces projets ont en bénéficiaire plus de 3,6 millions de personnes autistes.

Le gouvernement provincial a financé ces projets pour soutenir les personnes autistes sur le marché du travail.

Ces projets ont en bénéficiaire plus de 3,6 millions de personnes autistes.

Le gouvernement provincial a financé ces projets pour soutenir les personnes autistes sur le marché du travail.



Les dix premiers projets qui en bénéficieront ont été dévoilés lundi par la ministre de l'Emploi

Québec débloque plus de 3,6 millions de dollars afin de soutenir l'insertion et le maintien en emploi de personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme (TSA). Les dix premiers projets qui bénéficieront de cette enveloppe ont été dévoilés lundi matin et se partageront environ 1,2 million.

La ministre de l'Emploi, Kateri Champagne Jourdain, en a fait l'annonce à Montréal dans les locaux de l'organisme Autisme sans limites, qui offre différents programmes pour favoriser l'inclusion sociale des jeunes adultes autistes de haut niveau de fonctionnement.

Parmi les initiatives retenues, sept auront une portée à travers le Québec et trois seront concentrées dans la région de Montréal. Celle qui décroche la part la plus importante du 1,2 million est l'entreprise montréalaise Neuro Plus. Avec une subvention d'environ 343 000 \$, elle pourra déployer deux initiatives, dont une visant à former de futurs techniciens spécialisés en réseautique. «Des propositions d'emploi seront offertes par la suite dans le domaine de la cybersécurité. C'est une première au Canada», a fait valoir la ministre caquiste en conférence de presse.

Les autres projets soutenus sont, entre autres, la réalisation d'une baladodiffusion traitant de l'intégration en emploi des personnes vivant avec un TSA, le développement d'un outil d'évaluation des facteurs d'employabilité de la clientèle autiste, la création d'un guide sur la communication entre les personnes autistes et non autistes dans les milieux de travail, ainsi que la mise sur pied d'outils de sensibilisation destinés aux employeurs.

Dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, la ministre caquiste a souligné l'importance de «faire appel à tous les talents, y compris les personnes les plus éloignées du marché du travail». «Il faut non seulement donner aux personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme tous les outils pour se réaliser à travers un emploi, mais aussi encourager les employeurs à faire une plus grande place à l'inclusion et la diversité dans leur milieu de travail», a affirmé Mme Champagne Jourdain.

Faire tomber le masque Il existe encore une certaine méconnaissance de l'autisme, qui entraîne à l'occasion des «malentendus»chez les employeurs, alors que les personnes vivant avec un TSA ont parfois des difficultés avec les habiletés sociales, évoque Lise-Marie Gravel, la présidente d'Autisme sans limites, basé dans le sud-ouest de la métropole québécoise.

Son organisme obtiendra de Québec un peu plus de 140 000 \$pour permettre le déploiement à plus grande échelle d'une initiative expérimentée d'abord sous forme de projets pilotes, «Studios», qui aide de jeunes adultes autistes à trouver un emploi et à le garder grâce à un soutien personnalisé.

Sitôt que ces jeunes arrivent en entreprise, la perception des employeurs change, constate Mme Gravel. «Le commentaire que j'ai le plus souvent c'est: "Ah, mon Dieu qu'ils n'ont pas l'air autistes !" Comme s'il y avait une façon d'être ou d'avoir l'air autiste.»«L'autisme, c'est vraiment un masque. Quand on fait tomber le masque [...] quand on diminue l'anxiété, toutes les manifestations de l'autisme, on a vraiment accès à un potentiel qui est unique parce que ces gens-là pensent "en dehors de la boîte"», explique Mme Gravel à La Presse canadienne.



Selon elle, la loyauté est l'une des grandes forces des travailleurs autistes, un atout recherché au moment où la rétention du personnel représente un défi important pour les entreprises. «Une personne autiste ne se lève pas le matin en voulant changer d'emploi. Quand ils sont bien [dans un milieu de travail], ils veulent être bien comme ça tout le reste de leur vie», explique Mme Gravel.

Les autres projets qui pourront compter sur une subvention grâce à l'enveloppe de 3,6 millions seront annoncés prochainement dans différentes régions.

[Retour à la table des matières](#)



SAC-À-DONS : la campagne déjà lancée pour la rentrée 2023

LE QUOTIDIEN – 30 MAI 2023 – SITE WEB

Par : Carolyne Labrie

<https://www.lequotidien.com/actualites/2023/05/30/sac-a-dons-la-campagne-deja-lancee-pour-la-rentree-2023-3UDYRTO62FHO7DLNA32N3BZSUE/>

Débutée à Jonquière il y a 10 ans, la campagne SAC-À-DONS s'étend maintenant de La Baie à Dolbeau-Mistassini.

La campagne s'amorce dès aujourd'hui 14 succursales Jean Coutu réparties entre La Baie et Dolbeau-Mistassini. Depuis 10 ans, le mouvement a grandi. La Société St-Vincent-de-Paul et la Fondation pour l'enfance et la jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont embarqué.

Chaussures Pop est également partenaire en fournissant des cartes-cadeaux pour acheter des espadrilles et cette année, Sports Experts de Chicoutimi ramassera des dons en argent en plus de fournir les sacs à dos.

Les gens sont invités à faire des dons en argent lorsqu'ils passeront à la caisse des Jean Coutu et du Sports Experts de Chicoutimi. Des dons peuvent aussi être faits sur le site internet de la Fondation de l'enfance et la jeunesse.

« Quand on est privilégié, on peut peut pas faire autrement que de redonner. L'inflation affecte grandement les familles et les besoins sont grands », souligne la porte-parole de la campagne 2023, Sophie Villeneuve. La vice-présidente de Catapulte communication ne s'est pas fait prier pour embrasser la cause.

Un sac de la maternelle au DEP

L'année dernière, plus de 1500 sacs remplis de fournitures nécessaires ont été distribués. Pour démontrer l'ampleur de la demande, la directrice générale de la Fondation pour l'enfance et la jeunesse, Karine Brassard, précise que son organisme en a remis 480, comparativement à 350 l'année précédente.

« Les demandes sont grandes dans les milieux familiaux défavorisés. On aide tous les jeunes. De la maternelle à la formation professionnelle lorsque nécessaire. »

Souvent, le même enfant sera aidé pendant quelques années. « Nous avons un volet de sensibilisation également pour que les parents récupèrent le matériel et pour la rentrée suivante nous donnons ce qui manque », explique Dominick Béland.

En 2022, Jean Coutu a amassé 50 000 \$ et la fondation 40 000 \$.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



L'AQANU-Granby au front pour «garder Haïti en vie »

GRANBY EXPRESS – 17 MAI 2023 - P. 9

Ve communautaire

L'AQANU-Granby au front pour «garder Haïti en vie »

ABDENNOUR EDJEKOUANE
edjekouane@granbyexpress.com

SOCIÉTÉ. Non, Haïti n'est pas que ruines et misère, ont souhaité témoigner les membres de la branche granbyenne de l'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) en présentant leurs dernières initiatives sur le terrain visant à aider concrètement plusieurs familles dans le besoin.

Grâce à des subventions reçues, entre autres, par le MRIF (ministère des Relations internationales et de la Francophonie), l'AQANU-Granby et région s'impliquera notamment dans l'installation d'un système d'hydroponie au Centre agropastoral de Fort Liberté pour fournir son potager scolaire. L'aide de cet organisme permettra également au Centre de procéder à la plantation de moringa — une plante dont les feuilles séchées contribuent à l'apport en protéines et vitamines dans les repas, ainsi que de plantes médicinales pour fournir un apport alimentaire aux cantines scolaires avec le soutien de la Fondation Louise Grenier.

Une partie des récoltes sera vendue sur place pour permettre aux personnes concernées là-bas

d'engranger quelques profits. « Dans toutes nos initiatives, on vise toujours à ce que les projets s'autofinancent, grâce à notamment une partie qui se commercialise, on fait le tout dans un esprit de développement durable et de pérennité de projet », a mentionné Clément Roy, membre de l'AQANU-Granby et région. « Nous avons aussi une forte volonté d'inclure les gens de là-bas, il faut que ça vienne d'eux, c'est important pour nous », ajoute Julie Orligny, également membre de l'AQANU-Granby.

Une aide perpétuelle

Depuis 2008, l'AQANU-Granby et région a obtenu 1000 \$ pour soutenir des projets de développement durable et de pérennité de projet, a mentionné Clément Roy, membre de l'AQANU-Granby et région. « Nous avons aussi une forte volonté d'inclure les gens de là-bas, il faut que ça vienne d'eux, c'est important pour nous », ajoute Julie Orligny, également membre de l'AQANU-Granby.

Tous les projets mis en place par l'AQANU-Granby et région ont pour but de répondre aux besoins des communautés locales et de promouvoir le développement durable.

Malgré un contexte difficile, les membres de l'AQANU-Granby et région continuent de travailler pour améliorer la vie des habitants de Haïti.

De gauche à droite, Stéphane Nadon, enseignant au CRIF et les membres de l'AQANU-Granby et région.

Granby
Ville rayonnante

NOUVEAU

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS POUR LES JOURNÉES DE LA CULTURE

Les journées de la culture
29, 30 septembre et 1^{er} octobre

RECEVEZ UN SOUTIEN FINANCIER pour l'organisation d'une activité gratuite!

Remplissez le formulaire au granby.ca/culture avant le 1^{er} juin 2023.

© Ville de Granby 2023

PAR : ABDENNOUR EDJEKOUANE

SOC Non, Haïti n'est pas que ruines et misère, ont souhaité témoigner les membres de la branche granbyenne de l'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) en présentant leurs dernières initiatives sur le terrain visant à aider concrètement plusieurs familles dans le besoin. Grâce à des subventions reçues, entre autres, par le MRIF (ministère des Relations internationales et de la Francophonie), l'AQANU-Granby et région s'impliquera notamment dans l'installation d'un système d'hydroponie au Centre agropastoral de Fort Liberté pour fournir son potager scolaire. L'aide de cet organisme permettra également au Centre de procéder à la plantation de moringa — une plante dont les feuilles séchées contribuent à l'apport en protéines et vitamines dans les repas, ainsi que de plantes médicinales pour fournir un apport alimentaire aux cantines scolaires avec le soutien de la Fondation Louise Grenier.

Une partie des récoltes sera vendue sur place pour permettre aux personnes concernées là-bas d'engranger quelques profits. « Dans toutes nos initiatives, on vise toujours à ce que les projets s'autofinancent, grâce à notamment une partie qui se commercialise, on fait le tout dans un esprit de développement durable et de pérennité de projet », a mentionné Clément Roy, membre de l'AQANU-Granby et région. « Nous avons aussi une forte volonté d'inclure les gens de là-bas, il



faut que ça vienne d'eux, c'est important pour nous», a ajouté Julie Ostiguy, également membre de l'AQANU-Granby.

Une aide perpétuelle Depuis 2020, l'AQANU-Granby et région a fourni 14000\$ pour entretenir des pépinières permettant de reboiser des terres dégarnies, un projet réalisé en collaboration avec l'Union des producteurs agricoles-Développement international et qui a permis de reboiser plus de trente hectares de terre à l'aide de plants de café et de gros arbres pour les protéger.

Par ailleurs, les membres de l'AQANU-Granby se sont également impliqués dans l'installation d'un second poulailler au Centre agropastoral de Fort Liberté avec 1000 poules pondeuses qui fournissent des oeufs pour les enfants de plusieurs écoles. Le surplus des oeufs est également vendu par une dizaine de marchandes sur place. «Nous avons de beaux projets qui répondent à des besoins et nos actions impartent directement les gens que nous désirons aider», a indiqué Mme Ostiguy.

Tous les projets mis en place par l'AQANU le sont grâce aux dons qu'ils reçoivent ainsi qu'à la vente de café solidaire. Ce sont par ailleurs les élèves de Stéphane Nadon, enseignant au programme de Participation sociale au CRIF à Granby qui s'assurent d'étiqueter, moudre, peser et mettre en sachet le café. «La vente de café haïtien demeure la base de notre financement. Ce partenariat avec la classe de monsieur Stéphane Nadon est un des maillons précieux de cette chaîne de solidarité entre les producteurs de café haïtien et les dégustateurs de ce même café à Granby et dans la région», ont fait savoir les membres de l'organisme dédié à la promotion de la solidarité et du développement durable en Haïti.

Malgré un contexte difficile qui touche «La perle des Antilles» depuis plusieurs années, l'AQANU Granby réussit à poursuivre ses initiatives grâce à des partenariats avec des organismes basés à Fort Liberté, au nord du pays, et ceux de Baptiste dans les montagnes éloignées de Port-au-Prince qui oeuvrent sur le terrain pour permettre d'assurer un peu de revenus et de nourriture aux femmes, aux enfants et aux paysans.

[Retour à la table des matières](#)



Plusieurs communautés au bord de la famine en Haïti

ALTER PRESSE - 23 MAI 2023 – SITE WEB

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article29317>

P-au-P., 22 mai 2023 [AlterPresse] --- Pendant les deux dernières années (2022-2023), diverses communes et localités du pays ont déjà atteint une situation d'urgence (phase 4) ou catastrophique (phase 5), relève le coordonnateur national de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (Cnsa), Amel Cazeau, dans une intervention à l'émission PouDemenKaBèl, diffusée sur AlterRadio.

Il s'agit des zones côtières de la Grande Anse (une partie du Sud-Ouest d'Haïti) et du Sud, du bas Nord-Ouest, une partie du haut Nord-Ouest, une partie des départements des Nippes (autre partie du Sud-Ouest), du Sud et Sud-Est, des communes de Belle Anse, Ganthier et Fonds Verrettes.

Cette situation serait due à des difficultés de transport des provisions alimentaires dans ces zones, à cause de la rareté de carburant dont les prix sont en hausse.

Toutes les localités lointaines font face à ce genre de problème, rapporte le coordonnateur national de la Cnsa.

Le 8 mai 2023, des experts, interrogés par la plateforme AlterPresse/AlterRadio, ont aussi tiré la sonnette d'alarme sur les risques d'une famine généralisée en Haïti.

Port-au-Prince et sa périphérie, fortement touchées

Ces derniers temps, différentes communes dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment une partie de la commune de Port-au-Prince, la commune de Cité soleil (périphérie nord) et une partie de la commune de la Croix-des-Bouquets (périphérie nord-est) sont dans la phase d'urgence, enregistre la Cnsa.

La commune de Cité Soleil tend à passer à la phase 5 du niveau d'insécurité alimentaire, la phase la plus élevée (situation de catastrophe), précise-t-elle.

« Les habitantes et habitants dans ces zones sont aux abois. Ils connaissent des moments difficiles, en raison de la violence des gangs armés. Malheureusement, les structures, qui devraient les prendre en charge, ne le font pas », regrette Amel Cazeau.

4 millions 900 mille Haïtiennes et Haïtiens en situation d'insécurité alimentaire nécessitent urgemment une assistance humanitaire pour la période de mars à juin 2023, avait alerté, en mars 2023, la Cnsa, dans un document publié sur son site.

La communauté internationale alarmée après avoir applaudi le retrait de toutes subventions du carburant, qui aggrave l'insécurité alimentaire

En présence de plusieurs ministres de son gouvernement de facto, le premier ministre de facto, Ariel Henry, a procédé, le jeudi 13 avril 2023, au lancement du Programme multi-sectoriel d'apaisement social et réinsertion des populations vulnérables.



Le coût de ce programme, financé en majeure partie par le Fonds Monétaire International (Fmi), à travers le Food Shock Window, est évalué à 21 milliards 600 millions de gourdes (Ndlr : US \$ 1.00 = + 150.00 gourdes ; 1 euro = 155.00 gourdes aujourd'hui ; 1 dollar canadien = 106.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 2.70 gourdes aujourd'hui).

La communauté internationale a contribué à hauteur de 15 milliards 600 millions de gourdes, et le gouvernement de facto en Haïti en a ajouté six (6) milliards de gourdes.

« Cette décision a été prise en raison de la situation délétaire de certaines familles en Haïti. Le programme sera mis en œuvre pendant 6 mois », avait précisé Ariel Henry.

Cette situation d'insécurité alimentaire aiguë se produit moins d'un an après l'augmentation, en septembre 2022, des prix du carburant, passant officiellement de 250.00 à 570.00 gourdes (128%) pour un gallon de gazoline, de 353.00 à 670.00 gourdes (89.81%) pour un gallon de diesel et de 352.00 à 685.00 gourdes (94.60%) pour un gallon de kérosène ou gaz blanc, le plus utilisé par les ménages en Haïti.

En effet, le secrétaire général de l'organisation des Nations unies (Onu), le Portugais Antonio Guterres, avait exprimé son appui à la décision du gouvernement de facto de ne plus subventionner le carburant, en augmentant les prix du gallon à la pompe.

« Je crois qu'on devrait subventionner les familles et pas les carburants. Ce n'est pas exactement la même chose, parce que cela permet aux familles d'obtenir les ressources dont elles ont besoin et cela ne se traduit pas dans un bénéfice pour les combustibles fossiles », avait déclaré le diplomate, informant combien plusieurs réunions du Conseil de sécurité de l'Onu ont eu lieu sur la situation en Haïti.

Cette décision avait suscité la colère de la population, qui avait protesté dans les différentes villes du pays pour forcer le gouvernement de facto à faire retrait de la mesure.

Ces mouvements de protestations ont provoqué la paralysie des activités commerciales et économiques dans différentes villes.

Crise humanitaire et sécuritaire

Quelques mois plus tard, l'Organisation des Nations unies (Onu) et des Organisations non gouvernementales (Ong) internationales ont tiré la sonnette d'alarme, par rapport à la détérioration quotidienne de la situation humanitaire en Haïti, dans une note transmise à AlterPresse.

Cette dégradation humanitaire est due à une spirale de violence et aux urgences, liées à la protection, aux droits humains à l'insécurité alimentaire, ainsi qu'à une épidémie de choléra, ont averti, le samedi 18 mars 2023, six représentants des agences d'aide de l'Onu et des Ong internationales, à l'issue d'une mission de deux jours, les mercredi 15 et jeudi 16 mars 2023, en Haïti.

En 2023, plus de 115,600 enfants en Haïti, soit une augmentation de 30% par rapport à l'année 2022, pourraient souffrir de malnutrition aiguë sévère (Mas), également connue sous le nom d'émaciation sévère, à cause de la violence des gangs armés dans le pays, a prévenu, le 11 mai 2023, la branche en Haïti du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).



« À l'heure actuelle, un enfant sur cinq souffre d'une forme de malnutrition dans plusieurs communes de la zone métropolitaine de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, en proie à la violence, à une aggravation de l'insécurité alimentaire et à une flambée épidémique de choléra depuis plus de deux ans ».

734 personnes ont été assassinées, soit une moyenne de 122 personnes par massacre, dans six parmi neuf massacres, perpétrés, d'avril 2022 à avril 2023, dans les départements de l'Artibonite et de l'Ouest, où se trouve la zone métropolitaine de Port-au-Prince, a dénombré le Réseau national de défense des droits humains (Rnndh), dans un rapport en date du mardi 9 mai 2023.

105 femmes ont été victimes de viols collectifs, pour la plupart, soit une moyenne de 17 femmes et filles victimes de viols par massacre, signale le rapport du Rnndh.

Plus de 600 personnes ont été tuées pour le seul mois d'avril 2023, dans la nouvelle vague de violence extrême, qui a frappé plusieurs quartiers, dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince, a indiqué, le mardi 9 mai 2023, le Haut-commissariat aux droits humains (Hcdh) de l'Organisation des Nations unies (Onu), citant les chiffres du Bureau intégré des Nations unies en Haïti (Binuh), dans une note.

[Retour à la table des matières](#)



Crise alimentaire : l'ONU sonne l'alerte en Haïti, au Sahel et au Soudan

LA TRIBUNE (AVEC AFP) – 29 MAI 2023 – SITE WEB

LA LIBRE (AVEC AFP) – 29 MAI 2023 – SITE WEB

<https://www.latribune.fr/economie/international/crise-alimentaire-l-onu-sonne-l-alerte-en-haiti-au-sahel-et-au-soudan-963903.html>

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/2023/05/29/faim-dans-le-monde-haiti-le-sahel-et-le-soudan-en-alerte-maximale-selon-lonu-CHZOEDJ4LBACTNWXAKCPSB5YFY/>

L'organisation internationale pointe les risques liés aux guerres et au réchauffement climatique. La liste des pays en alerte maximale ne cesse de s'allonger.

Le fléau de la faim dans le monde persiste. Haïti, le Sahel et le Soudan font désormais partie des zones en alerte maximale, où le risque d'insécurité alimentaire pour ses populations est le plus préoccupant, et qui nécessitent une attention "urgente" de la communauté internationale, a mis en garde l'ONU lundi.

"Haïti, le Sahel (Burkina Faso et Mali) et le Soudan ont été élevés aux plus hauts niveaux de préoccupation" en terme d'alimentation des populations, indiquent l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un rapport commun. "Cela est dû aux graves restrictions de mouvement des personnes et des biens en Haïti, ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali, ainsi qu'à l'éruption récente du conflit au Soudan", expliquent-ils. L'organisation internationale a dévoilé une carte frappante des pays en tension.

La liste des pays en alerte maximale s'allonge

La guerre au Soudan, qui a éclaté en avril entre le chef de l'armée et son rival, devrait probablement "avoir des ramifications significatives pour ses pays voisins", met en garde le rapport. Ces quatre pays rejoignent ainsi la liste de ceux (Afghanistan, Nigeria, Somalie, Soudan du Sud et Yémen) qui étaient déjà placés en alerte maximale et requièrent "l'attention la plus urgente".

Une partie de leur population est exposée à la famine ou risque de la subir, correspondant à la phase "catastrophe" (phase 5), la plus élevée de la classification sur la sécurité alimentaire (CIP), ou les habitants de ces pays risquent une détérioration vers des conditions catastrophiques car ils sont déjà en situation d'urgence (phase 4).

Retour du phénomène El Niño

Le rapport s'intéresse à un total de 18 "points chauds" de la faim dans le monde, comprenant 22 pays, et tente de dresser des perspectives à six mois. Il s'inquiète également pour ces régions déjà fragiles du retour probable du phénomène climatique El Niño, qui aurait 82% de chances de revenir durant la période mai-juillet, selon une étude citée par le rapport.

El Niño est généralement associé à une augmentation des températures, une sécheresse accrue dans certaines parties du monde et de fortes pluies dans d'autres. "Ce changement des régimes climatiques peut avoir des implications significatives pour différentes régions du monde" et notamment pour "plusieurs points chauds de la faim", craignent la FAO et le PAM.

[Retour à la table des matières](#)



La faim risque de se propager dans 22 pays dans le monde, prévient l'ONU

VIV AFRIK - 30 MAI 2023 – SITE WEB

Par Moctar FICOU

<https://www.vivafrik.com/2023/05/30/la-faim-risque-de-se-propager-dans-22-pays-dans-le-monde-previent-lonu-a51246.html#:~:text=Selon%20un%20nouveau%20rapport%20des,un%20total%20de%2022%20pays.>

Selon un nouveau rapport des Nations Unies publié lundi 29 mai 2023, l'insécurité alimentaire aiguë risque d'augmenter en ampleur et en gravité dans 18 « points chauds » de la faim dans le monde, comprenant un total de 22 pays.

Le rapport, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), souligne le risque d'un débordement de la crise soudanaise, augmentant le risque d'impacts négatifs dans les pays voisins, et avertit que le phénomène météorologique El Niño fait craindre des extrêmes climatiques dans les pays vulnérables du monde entier.

Le rapport publié dans le site internet des Nations Unies constate également que de nombreux « points chauds » sont confrontés à des crises de la faim croissantes et souligne l'effet multiplicateur inquiétant que des chocs simultanés ont sur l'insécurité alimentaire aiguë. Les conflits, les extrêmes climatiques et les chocs économiques continuent de plonger de plus en plus de communautés dans la crise.

La même source appelle à une action humanitaire urgente pour sauver des vies et des moyens de subsistance et prévenir la famine et la mort dans les « points chauds » où la faim aiguë risque de s'aggraver de juin à novembre 2023.

« Le statu quo n'est plus une option aujourd'hui si nous voulons parvenir à la sécurité alimentaire mondiale pour tous, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte » a déclaré Qu Dongyu, Directeur général de la FAO. « Nous devons fournir des interventions agricoles immédiates et urgentes pour aider les gens au bord de la faim à reconstruire leur vie et trouver des solutions à long terme pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Investir dans la réduction des risques de catastrophe dans le secteur agricole peut débloquer d'importants dividendes de résilience et doit être intensifié », lit-on dans le rapport.

La cheffe du PAM, Cindy McCain, a noté pour sa part que « non seulement plus de personnes dans plus d'endroits dans le monde souffrent de la faim, mais la gravité de la faim à laquelle elles sont confrontées est pire que jamais ». « Ce rapport est clair : nous devons agir maintenant pour sauver des vies, aider les gens à s'adapter au changement climatique et prévenir la famine. Si nous ne le faisons pas, les résultats seront catastrophiques », a-t-elle averti.

Le rapport met en garde contre un risque majeur de conditions El Niño, qui, selon les météorologues, doivent émerger d'ici la mi-2023 avec une probabilité de 82%. Cela aura des implications importantes pour plusieurs « points chauds », notamment des pluies inférieures à la moyenne dans le couloir sec d'Amérique centrale, et soulève le spectre d'événements climatiques extrêmes consécutifs frappant des zones du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

Les retombées de la crise soudanaise



D'après ce rapport, les retombées de la crise au Soudan entraînent des déplacements massifs de population et la faim chez les personnes forcées de quitter leur foyer et celles qui les accueillent – prévient le rapport. Plus d'un million de personnes devraient fuir le pays tandis que 2,5 millions de personnes supplémentaires à l'intérieur du Soudan devraient faire face à une faim aiguë dans les mois à venir.

Le Soudan accueillait déjà plus d'un million de réfugiés – et si le conflit persiste, des centaines de milliers retourneront probablement dans leur pays d'origine – dont beaucoup sont déjà aux prises avec des crises de réfugiés sous-financées et prolongées, aggravées par des problèmes sociaux, politiques et économiques.

Les routes d'approvisionnement des marchandises commerciales et de secours à destination et en provenance de Port-Soudan sont perturbées par l'insécurité, mettant en péril les flux d'aide humanitaire et les efforts de secours régionaux, note le rapport. Les perturbations des échanges, des activités commerciales transfrontalières et des chaînes d'approvisionnement risquent également de faire grimper les prix et d'épuiser les réserves de change dans plusieurs pays – en particulier au Soudan du Sud – un pays qui dépend également de Port-Soudan pour les importations commerciales et humanitaires, ainsi que pour les exportations de pétrole.

Le rapport paru dans le site internet des Nations Unies avertit que les déplacements vers les pays voisins et les perturbations du commerce risquent également de provoquer des tensions entre les personnes déplacées, celles qui les accueillent et les nouveaux arrivants, car de nombreux pays durement touchés sont déjà aux prises avec un nombre important de personnes déplacées en concurrence pour des moyens de subsistance et des opportunités de travail limités – en particulier au Tchad et au Soudan du Sud – où des environnements socio-politiques fragiles risquent de se détériorer.

Montée des risques économiques

Les chocs économiques et les facteurs de stress continuent de provoquer une faim aiguë dans presque tous les « points chauds » dans le monde, reflétant les tendances mondiales qui se poursuivent depuis 2022, lorsque les risques économiques provoquaient la faim dans plus de pays et pour plus de personnes que les conflits. Ces risques sont largement liés aux retombées socio-économiques de la pandémie de Covid-19 et à l'impact de la guerre en Ukraine.

2023 devrait entraîner un ralentissement économique mondial dans un contexte de resserrement monétaire dans les pays à revenu élevé – augmentant le coût du crédit, affaiblissant les monnaies locales et exacerbant davantage la crise de la dette dans les économies à revenu faible et intermédiaire.

Le Fonds monétaire international prévoit une croissance du Produit intérieur brut (PIB) mondial de 2,8% en 2023 – le niveau le plus bas en dix ans, mise à part la chute induite par la Covid-19 en 2020. Le PIB de l'Afrique subsaharienne augmentera également de 0,3% de moins qu'en 2022, a souligné le site des Nations Unies.

Pour qui, les pays à revenu faible et intermédiaire devraient être les plus durement touchés par la faible croissance prévue de leurs principaux marchés d'exportation, parallèlement à la hausse du taux d'inflation dans les économies à revenu élevé qui dépendront fortement des exportations vers les économies avancées.



Les prix alimentaires mondiaux étant susceptibles de rester élevés par rapport aux normes historiques dans les mois à venir, les pressions macroéconomiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire ne devraient pas s'atténuer. Cela signifie que la baisse subséquente du pouvoir d'achat affectera négativement l'accès des familles à la nourriture dans les mois à venir dans de nombreux « points chauds ».

Haïti, Burkina Faso, Mali et Soudan

Selon le rapport, l'Afghanistan, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen restent au niveau d'alerte le plus élevé, se désolent les auteurs du rapport.

Haïti, le Sahel (Burkina Faso et Mali) et le Soudan ont été élevés au plus haut niveau de préoccupation. Cela est dû aux sévères restrictions de mouvement des personnes et des biens au Burkina Faso, en Haïti et au Mali, et au récent déclenchement du conflit au Soudan.

Tous les « points chauds » au plus haut niveau ont des communautés confrontées ou susceptibles d'être confrontées à la famine, ou risquent de glisser vers des conditions catastrophiques, étant donné qu'ils ont déjà des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence et sont confrontés à de graves facteurs aggravants. Ces points chauds nécessitent l'attention la plus urgente, prévient le rapport.

La République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Pakistan et la Syrie sont des « points chauds » très préoccupants, et l'alerte est également étendue au Myanmar. Tous ces « points chauds » comptent un grand nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë critique, associée à une aggravation des facteurs qui devraient encore aggraver les conditions potentiellement mortelles dans les mois à venir. Le Liban a été ajouté à la liste des « points chauds », rejoignant le Malawi et l'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) qui restent des « points chauds », a noté la même source.

Intensifier l'action d'anticipation et l'action humanitaire

Pour éviter une nouvelle détérioration de la faim et de la malnutrition aiguës, le rapport fournit des recommandations concrètes spécifiques à chaque pays sur les priorités d'une intervention d'urgence immédiate pour sauver des vies, prévenir la famine et protéger les moyens de subsistance, ainsi que des mesures d'anticipation.

L'action humanitaire sera essentielle pour prévenir la famine et la mort – en particulier dans les zones d'alerte les plus élevées, mais le rapport note à quel point l'accès humanitaire est limité par l'insécurité, les barrières bureaucratiques et les restrictions de mouvement – ce qui pose un défi majeur aux intervenants humanitaires du monde entier. Le rapport souligne également l'importance de renforcer l'action anticipative dans l'aide humanitaire et l'aide au développement – en veillant à ce que les aléas prévisibles ne se transforment pas en véritables catastrophes humanitaires.

[Retour à la table des matières](#)



Nigeria: Iswap, source de l'insécurité alimentaire sur le bassin du lac Tchad [2/3]

RFI – 30 MAI 2023 – SITE WEB

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230529-nigeria-iswap-source-de-l-ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-sur-le-bassin-du-lac-tchad-2-3>

Écouter - 02:15

Dans le nord-est du Nigeria, 4,3 millions de personnes risquent de souffrir d'une grave famine au plus fort de la période de soudure, entre juin et août 2023. La pêche et l'agriculture, les deux activités principales de cette zone, sont très perturbées avec les raids et razzias perpétrés par l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap).

De notre envoyé spécial à Monguno,

Chaque jour, en moyenne 100 nouveaux déplacés internes passent le portail de cette grande cour. Olatunji Jeremiah supervise l'enregistrement des bénéficiaires à l'aide alimentaire. Il travaille auprès d'International Medical Corps, un des partenaires opérationnels du WFP. « Les gens ne sont pas libres d'aller sur leur champ. Aujourd'hui, ils ne sont pas encore libres de faire leur marché. Certains prennent parfois le risque d'aller cultiver quand même. Mais à la fin, vous entendrez qu'ils ont été tués ou kidnappés. Désormais, les gens préfèrent rester en sûreté là où ils sont. Puisqu'ils ne sont plus libres de se déplacer comme ils veulent ici près du lac Tchad. »

Quatorze points de distributions alimentaires dans Monguno sont affiliés au WFP. Inna Ibrahim dispose d'une carte magnétique précieuse. Sa famille et elle sont bien éligibles à l'aide. Aujourd'hui, cette maman de sept enfants vient récupérer le soutien alimentaire. Ces deux dernières années, Inna et les siens ont dû fuir cinq localités différentes du jour au lendemain pour échapper aux ravages de l'Iswap. « Nous sommes arrivés au point où nous n'avions plus rien, on avait dépensé tout notre argent. C'est pour cela que nous sommes revenus dans un village proche de notre communauté. En fait, j'ai vécu dans un vrai calvaire avec ma famille avant de commencer à recevoir ce soutien alimentaire grâce à International Medical Corps. »

Depuis un mois, Abubakar tente d'enregistrer sa famille sur les listes d'International Medical Corps. Natif de Monguno, ce forgeron est sans revenu. Plus personne ne fait fabriquer des outils pour défricher ou cultiver. « Nous nous couchons avec la faim. Et lorsque les enfants crient famine, nous leur donnons de l'eau chaude pour les aider à dormir. En tant qu'adultes, nous pouvons supporter la faim. En revanche c'est impossible pour les enfants. »

[Retour à la table des matières](#)



Nigeria: le camp de Muna, une réponse thérapeutique à la malnutrition infantile [3/3]

RFI – 31 MAI 2023 – SITE WEB

Le Programme alimentaire mondial (WFP) annonce des chiffres alarmants concernant le nord-est du Nigeria. 4,3 millions de personnes sont sous la menace de grave famine au plus fort de la période de soudure, à partir de juin et août 2023. Dans le camp informel de Muna, un lotissement de Maiduguri, une clinique accueille des enfants malnutris et leurs mamans sont accueillis et soignés.

De notre envoyé spécial à Maiduguri,

À l'intérieur d'une petite salle de consultation, l'infirmière Awa Mena mesure le tour de bras de Maryam, à l'aide d'un bracelet. La toute petite fille, au visage émacié, s'agite à peine alors que sa maman est davantage soucieuse.

Awa observe le bracelet, se redresse puis sourit à l'enfant effrayée, qui la fixe du regard. « Elle souffre de malnutrition aiguë. Elle a vraiment besoin de soins médicaux », explique-t-elle. « C'est pourquoi, en général, je demande aux parents s'il y a des antécédents médicaux dans la famille. Je dois savoir si eux-mêmes souffrent d'une pathologie particulière. Avec ces informations, je vais savoir quels traitements recommander ou vers quels services médicaux orienter. »

Un taux de guérison proche de 100 %

Dans une autre pièce, Awa saisit, puis montre un sachet à la maman d'Awa. À base d'arachide, cet aliment thérapeutique est destiné aux enfants entre 6 mois et 5 ans. L'infirmière remet à la maman la quantité requise pour Maryam. Grâce à ce produit thérapeutique, le taux de guérison des enfants malnutris dans le campement informel de Muna est proche de 100 %.

« On distribue la ration quotidienne à chaque enfant reconnu malnutri », indique Awa Mena. « Les parents suivent les règles. Ils nourrissent leur enfant avec ce produit thérapeutique. Leur mode de vie progresse aussi. Parce qu'on leur enseigne aussi l'hygiène de base personnelle. Au bout de deux semaines, on constate une sensible amélioration et d'autres choses. »

Un flux de familles qui ne tarit pas

Si la situation est encore sous contrôle, pourtant Awa Mena s'inquiète. La saison des pluies est imminente et le paludisme va malheureusement encore frapper beaucoup d'enfants déjà fragilisés. Surtout, le flux de nouvelles familles arrivant avec des problèmes de sous-alimentation sur le campement de Muna, ne tarit pas.

« Ils viennent de leurs villages. Certains viennent de la brousse, d'autres viennent d'autres localités où ils avaient été relogés », poursuit l'infirmière. « Certains viennent ici parce qu'ils ont peu de parents. D'autres encore parce qu'ils ont été chassés de l'endroit où ils se trouvaient et qu'ils ne peuvent plus cultiver la terre. »

Nigeria: Iswap, le règne de la terreur sur le bassin du lac Tchad

Le nombre de ces enfants et adultes sous-alimentés pourrait encore exploser avec les aléas climatiques. Et surtout avec la lourde et insidieuse présence de l'Iswap sur le pourtour du lac Tchad, côté Nigeria.



[Retour à la table des matières](#)